

> [Analyses et témoignages](#) > [Amérique Latine](#) > Les 7 péchés d'Hugo Chavez (extraits)

Les 7 péchés d'Hugo Chavez (extraits)

MICHEL COLLON

11 mars 2013

 [envoyer par mail](#) | [Share](#) 25

Article en PDF: 

Pourquoi les Etats-Unis s'opposent-ils à Chavez ? Pour le pétrole, on s'en doute. C'est tout ? Les guerres du pétrole, ils sont habitués à les gagner. Mais au Venezuela, on leur tient tête. Ici, on dit qu'il est possible d'employer l'argent du pétrole de façon intelligente et utile. Pas comme à Dubaï où on construit des hôtels à vingt mille euros la nuit au milieu d'un monde arabe sous-développé. Pas comme au Nigeria où la faim tue alors que ce pays est un des plus gros exportateurs mondiaux. Au Venezuela, un homme affirme qu'il est possible de résister aux multinationales et de vaincre la pauvreté. On l'accuse de tous les péchés : 'populiste', 'dictateur', 'antisémite'... Mais que se passe-t-il sur le terrain ? Quels sont ses véritables péchés ?

Deuxième péché : chacun a droit à la santé !

Chapitre 2.
Avant Chavez, deux Vénézuéliens sur trois
n'avaient jamais vu un médecin

« Si tu ne verses pas l'argent pour commencer, et beaucoup d'argent, on te laisse simplement crever dans la salle d'attente ! » indigné, Romain, un jeune Français vivant à Caracas, m'explique comment son copain a failli mourir dans une clinique privée de Caracas...

« Mon pote Maxime, 26 ans, était aux urgences au rez-de-chaussée d'une clinique privée. Matériel dernier cri, tout est parfait, y compris l'attention au malade. Il était très mal en point : souffrant d'hémophilie et atteint d'une dengue hémorragique, il avait perdu septante pour cent de ses plaquettes sanguines. A l'accueil, on le place sous perfusion et le docteur décide qu'il faut le faire monter de suite aux étages pour l'hospitaliser d'urgence. Je repars chercher ma carte bleue pour payer. Le problème, c'est qu'on était le 31 décembre. J'ai dû attendre une heure pour trouver un taxi et retourner à la clinique. Mon copain m'appelle en panique :

- « Qu'est-ce que tu fous ? Je suis encore aux urgences !

- J'arrive. Monte déjà dans la chambre !

- Ils m'ont dit que tant qu'on payait pas, je ne pouvais pas monter me faire soigner ! »

Finalement, Maxime a pu être soigné juste à temps et sauvé. Pas pour rien, ajoute son ami : « Les trois jours qu'il a passés dans cette clinique m'ont coûté toute ma petite réserve : 1.250 euros ! »

Avant le 'populisme', deux Vénézuéliens sur trois n'avaient jamais vu un médecin...

Avant l'arrivée de Chavez au pouvoir, la santé était une marchandise au lieu d'être un droit. Si vous n'aviez pas de sous, vous mouriez. Deux Vénézuéliens sur trois n'avaient jamais vu un docteur, ni reçu le moindre vaccin.

On dispose, par exemple, de statistiques décrivant un grand quartier de la capitale appelé *Shure*, et comptant un million d'habitants. Ces statistiques nous apprennent que seules deux personnes sur dix avaient un emploi stable et que six sur dix vivaient dans un état de pauvreté extrême. Conséquence : plus de soixante pourcent des enfants en bas âge n'avaient jamais reçu le moindre vaccin ni aucun soin médical. Telle était la réalité de ces cinquante dernières années pendant lesquelles nos médias occidentaux ne se plaignaient jamais de dirigeants vénézuéliens 'populistes'.

La population du Venezuela se trouvait, comme bien d'autres, prise dans un cercle vicieux : familles pauvres, enfants malades, médecins hors de prix, familles qui s'endettaient pour les payer... Mais qui s'en souciait dans les beaux quartiers et dans les grandes institutions internationales ?

Pour certains, les pauvres sont des « invisibles », comme l'a exprimé Mavis Mendez, 95 ans, à l'écrivain britannique John Pilger : « Nous ne comptons pas comme des personnes. Nous vivons et mourons sans éducation et sans eau courante, et manger aussi était hors de notre portée. Quand nous étions malades, les plus faibles mouraient tout simplement. A l'est de la cité, où sont nos demeures, nous étions invisibles, ils avaient peur de nous. »

Tout le système santé était en panne, sauf pour une élite privilégiée. Ruben Ramos, un ancien petit patron d'une firme de transport qui se consacre à présent aux missions, nous explique : « Les gens qui avaient de l'argent allaient à la clinique privée. Mais ceux qui ne possédaient rien, ils n'avaient rien part où aller. Les médecins vénézuéliens ont appris à l'université qu'ils devaient étudier pour gagner de l'argent. Mais on ne peut pas étudier la médecine pour s'enrichir, parce que tu vas t'enrichir avec les besoins des autres. »

Qu'en est-il dans les pays non 'populistes' ?

Et ce cercle vicieux est un drame à l'échelle planétaire : chaque année, 25 millions d'enfants meurent de maladies faciles à guérir : pneumonie, diarrhée, malaria, rougeole... Chaque année, dans le monde, il meurt autant d'enfants de moins cinq ans que tous ceux qui vivent en France, en Allemagne, en Italie et en Belgique. Mais bien sûr, si cela se passait dans ces pays, on ferait quelque chose.

Derrière les statistiques, tant de drames humains ! Ainsi, devenir maman est un des événements les plus dangereux pour une femme, en tout cas dans le tiers monde. Chez nous, le risque de décès lors d'une grossesse est d'un sur mille huit cents. Mais dans le tiers-monde, il grimpe à un sur quarante-huit. L'équivalent de trois tsunamis par jour. Catastrophes silencieuses !

Mettons-nous à la place de ces gens. Chacun de nous a déjà dû aller à l'hôpital pour soi-même ou un proche. On ne peut pas tout guérir, et souffrir est inévitable. Mais imaginez qu'à l'hôpital, on vous refuse le droit de vous soigner. Imaginez qu'un de vos proches soit victime d'une maladie grave et qu'il en meure alors qu'on aurait parfaitement pu le guérir. Comment réagiriez-vous ? Tel est le sort d'une grande partie des habitants de la planète.

D'abord, les réformes ont patiné...

Par où commencer ? Créer un nouveau système de soins de santé était un défi gigantesque. Et, durant les premières années de Chavez, il faut bien le dire, ça va plutôt patiner. Certes, la nouvelle Constitution, adoptée en 1999 après un très large débat populaire, reconnaît officiellement le droit fondamental à la santé, dans son article 84 : « La santé est un droit social fondamental, obligation de l'Etat, qui le garantit comme partie du droit à la vie. L'Etat initiera et développera des politiques de nature à élever la qualité de la vie, le bien-être

collectif et l'accès aux services. Toutes les personnes ont droit à la protection de la santé, ainsi que le devoir de participer activement à sa promotion et à sa défense, et celui de satisfaire les mesures sanitaires et d'assainissement que la loi établit, en conformité avec les traités et conventions internationales souscrits et ratifiés par la République... »

Mais comment passer du papier à la réalité ? Les premières années, on élabore bien quelques plans de réforme, mais la situation ne change pas vraiment. Jusqu'à ce que l'étincelle se produise. Une petite expérience locale, aux débuts discrets...

L'étincelle

Le 16 avril 2003, 58 docteurs cubains débarquent à Caracas. Ils viennent dans le cadre d'un accord de coopération Venezuela - Cuba. Ils ont de l'expérience, car ils ont déjà travaillé dans des missions internationalistes.

S'installant dans le quartier *Libertador* de Caracas, ils y trouvent une situation sanitaire catastrophique : parasites, diarrhées chroniques, affections respiratoires, maladies de la peau, hypertension, asthme, diabète, épilepsie, problèmes cardiaques et cérébro-vasculaires... Un désastre ! Non soignés, de nombreux malades courent à la mort... Pour les médecins de l'ancien régime, tous ces malades n'existent pas, car ils ne sont pas 'rentables'. Le gouvernement Chavez a bien lancé un appel d'offres. Mais à part quelques-uns, les médecins vénézuéliens ont carrément refusé d'aller s'installer dans les zones pauvres.

Tout le système santé était donc en panne, sauf pour l'élite. Pour les pauvres, les cliniques privées étaient hors de prix et les hôpitaux publics inefficaces, nous explique Romain : *« Les hôpitaux publics ne fonctionnent pas, il faut se lever à cinq heures du matin pour faire la queue, et on n'est même pas sûr d'être reçu ! »*

C'est seulement avec l'arrivée des médecins cubains que tout va changer... L'ancien petit patron Ruben Ramos nous explique : *« Pour ceux qui n'avaient pas les moyens d'aller à la clinique (privée), les médecins cubains ont été un bienfait. Parce qu'ils traitent la maladie à son début. Une grippe soignée à temps ne va pas se transformer en pneumonie. Pour les médecins cubains, s'enrichir n'est pas ce qui leur importe. S'ils doivent aller dans une maison misérable, ils y vont. S'ils doivent sortir la nuit pour s'occuper d'une personne, ils vont s'en occuper. Parce qu'ils sont habitués, ils ont cette conscience. Nous apprenons d'eux. Peu à peu, des médecins vénézuéliens sont incorporés dans la Mission Santé, mais au début, ils ne voulaient pas. »*

Les 58 Cubains vont déclencher une véritable révolution dans le système des soins de santé. Oui, il est possible de changer la vie de millions de gens dans les zones pauvres. Très vite, avec son instinct pragmatique à l'écoute des réalités du terrain, Chavez comprend qu'il tient là l'expérience décisive.

Et là aussi, les choses ne vont pas traîner. L'initiative des 58 est généralisée, l'Etat vénézuélien décide d'investir de gros moyens dans ce qui va devenir la *Mision Barrio Adentro*. Traduction : au cœur du quartier. C'est-à-dire que les nouveaux médecins pénètrent au plus profond de la société, pour y affronter la maladie, mais surtout la misère et l'exclusion. Là où elles se trouvent.

Un an plus tard, ils sont déjà dix-huit mille médecins et soignants cubains à œuvrer au Venezuela. En 2006, plus de vingt-trois mille. C'est cette expérience que je suis venu voir sur le terrain aujourd'hui. Avec quelques compagnons venus des quatre coins du monde, nous sommes venus à Guarenas, à une demi-heure de la capitale. Nous sommes en décembre, il est dix heures du matin, mais il fait torride, climat tropical oblige...

Tout a changé !

Guarenas est une petite ville de trois cent mille habitants. Pour couvrir cette région qui manquait complètement de soins médicaux accessibles, Cuba a envoyé 135 médecins, 16 dentistes, plusieurs opticiens et responsables de laboratoires.

A Guarenas, tout a changé ! Les habitants peuvent à présent se faire soigner dans trois petites maisons médicales, des centres de médecine dits de 'première ligne' : consultations simples, soins légers de médecine générale. Nous visitons une de ces maisons médicales, le *Consultorio Dona Mélica de León* en compagnie de son responsable, le docteur cubain Miguel Gomez. Dans la salle d'attente, une dizaine de patients attendent ; en cette fin de matinée, ce sont surtout des femmes. Je demande :

- « Beaucoup de travail ?
- Oui, en huit mois, nos médecins ont effectué 450.000 consultations pour cette région.
- Qui a construit cette maison médicale ?

Nous-mêmes, répond le docteur. Mais le gouvernement vénézuélien nous a fourni tous les matériaux. » Simple et propre, le décor n'a rien de spécial. Tout est comme chez nous. Ce qui est spécial, c'est que jamais une telle installation médicale n'avait existé dans un quartier pauvre du Venezuela. Et sans Chavez, il n'y en aurait toujours pas.

Nous passons devant le stock des médicaments de base de la maison médicale : *« La clé, c'est la prévention, nous explique le docteur Gomez. Maintenant, les gens connaissent les médicaments que nous leur donnons. Ils comprennent ce qu'on leur fait. Et nous leur indiquons aussi des exercices physiques qui les aident à se porter mieux. »*

Et les exercices physiques ont bel et bien lieu, nous allons le vérifier tout de suite, car notre visite

suivante est un club du troisième âge. Les cours de gym sont animés par des éducateurs sportifs venus de Cuba également.

Il est midi à présent, et le soleil cogne dur. La leçon vient juste de se terminer sur le parking situé devant le club. Mais cette chaleur n'empêche pas les élèves - tous de respectables grand-pères et grand-mères - de saluer notre arrivée en réalisant courageusement les exercices qu'ils venaient de terminer. Je me sens un peu gêné : quel châtement ! Mais apparemment, les petits vieux ont bien profité des cours précédents, car ils refont sans problème leurs étirements et leurs flexions - et une, et deux, et trois ! - tandis que moi, je ne songe lâchement qu'à trouver un petit coin d'ombre et y rester bien tranquille.

Après les exercices, tout le monde crève de soif, même ceux qui se sont contentés de regarder. Ça tombe bien, une des mamies nous entraîne tous, visiteurs et élèves, vers la terrasse couverte de sa maison. Avec ses amies, elle nous a préparé des jus de fruits tropicaux si délicieux que nous mettons de côté les traditionnels conseils de prudence donnés aux touristes.

Et nous faisons connaissance... De quel pays venez-vous ? Quel est ou quel était votre métier ? Vous avez des photos de vos enfants ? Leurs mots simples nous disent avec émotion la colère d'hier, l'espoir d'aujourd'hui, la différence entre 'avant' Chavez et 'après' Chavez. Et la fierté d'être devenus des gens qui bougent, dans tous les sens du mot.

Les pauvres ont-ils le droit d'avoir de bonnes dents et des lunettes ?

De telles questions peuvent sembler vides de sens en Europe occidentale, en tout cas aux yeux de certains. Mais ici, au Venezuela, les médecins traditionnels se font payer terriblement cher, et la question « *Les pauvres ont-ils le droit...* » est une question très réelle ici.

Nous visitons à présent le *Centre de Diagnostic Oropeza Castillo*. Un petit bâtiment tout blanc, juste un rez-de-chaussée, simple mais d'une propreté impeccable. Neuf spécialistes cubains exercent dans ce labo ouvert depuis six mois. On nous les présente : Maseo, 52 ans, est responsable des ultra - sons. Esther, 35 ans, s'occupe des rayons X. Marisa, 40 ans, nous montre avec fierté son matériel d'endoscopie, vous savez, ce petit tuyau fin qui fait si peur quand on vous le rentre par la bouche pour aller visiter votre système digestif, mais qui peut vous rendre de fameux services, car il n'a pas son pareil pour aller détecter les problèmes internes cachés. « *Aie, ce truc me fait vraiment peur !* », commente l'ami chypriote. Marisa le rassure avec un grand sourire : « *Si vous ne stressiez pas, ça ne fait pas mal !* »

On a implanté les Centres de Diagnostic Intégral (CDI) de façon très décentralisée dans tout le pays afin que le plus grand nombre de communautés en bénéficie, tout en gardant l'efficacité. Une patiente, Lina, explique : « *Avant je devais aller loin de chez moi pour ce genre de soins. Il y avait de longues files d'attente, tu devais prendre un ticket et attendre ton tour, y compris en cas d'urgence. Ici c'est plus facile, plus rapide et en plus tu bénéficies d'une attention spéciale.* »

Efficacité signifie que les CDI sont équipés du matériel de pointe le plus moderne. Avant, ce genre de matériel ne se trouvait que dans les cliniques privées, le peu qui se trouvait dans le secteur public était en voie de privatisation. Felicie est la responsable générale du laboratoire où trois mille personnes se font examiner chaque mois. Je l'interroge :

- « Quels sont les plus grands problèmes de santé que vous rencontrez ? »
- Le problème numéro un, c'est la dengue (maladie infectieuse virale, transmise par les moustiques et typique des zones (sub)tropicales). Numéro deux : les diarrhées dues au parasitisme intestinal. Numéro trois : les infections respiratoires. Numéro quatre : les maladies de la peau.
- De quoi avez-vous besoin pour améliorer la situation sanitaire ?
- Tout doit commencer par une bonne prévention. Nous devons absolument renforcer l'éducation sur l'hygiène. Nous faisons des tournées explicatives parmi la population. Mais ça ne suffit pas.
- Que vous faut-il alors ?
- Que la télévision joue un rôle éducatif plus grand.
- Mais les grandes téléés qu'on peut capter dans tout le pays sont aux mains des intérêts privés, c'est-à-dire de l'opposition ?
- Oui, mais nous espérons que ceci changera grâce à la nouvelle loi sur la « Responsabilité des médias » qui leur imposera certaines obligations envers le public. »

Les Centres de Diagnostic Intégral jouent un rôle très utile pour décongestionner les hôpitaux traditionnels et offrir un meilleur cadre de soins aux patients. Leur service d'urgences fonctionne en permanence sept jours sur sept. A ce jour, plus de 17 millions de personnes ont pu être soignées par plus de 150 centres de ce type qui existent à présent. Auparavant, moins de trois millions de personnes avaient un accès régulier aux soins.

La première fois que je m'attarde chez un dentiste

Ce qui est remarquable dans l'expérience vénézuélienne, c'est qu'elle est partie de la pratique et non de considérations bureaucratiques. Arrivés sur le terrain, les médecins de la *Mission Barrio Adentro* ont constaté, par exemple, que les dents de la population étaient en piteux état : à peine 27% des personnes dans un état bon ou assez bon. 48% malades et 24% gravement malades. De ce constat alarmant, est né immédiatement un programme pour implanter un peu partout des centres de dentisterie accessibles à tous.

C'est dans un tel centre que nous sommes accueillis par Jose Alonso, 37 ans, originaire de La Havane, et par Jacqueline, 30 ans, qui vient de Cienfuegos. Ces deux dentistes soignent environ trente personnes par jour. Mais là, il est 14 heures, la chaleur est au maximum, et les patients attendent un meilleur moment. Alors, comme notre petit groupe désire prendre des photos en souvenir, l'un des visiteurs, un ami indien s'installe 'pour rire' dans le fauteuil et le dentiste sort sa fraise, toujours 'pour rire'.

Nous bavardons encore un peu. C'est bien la première fois de ma vie que je prolonge mon séjour chez un dentiste ! Certes, nous y sommes encouragés par un 'aireo' bien agréable. Mais surtout par l'atmosphère emballante qui règne ici, chaleureuse et simple. Chacun pense ce qu'il veut de Cuba, mais ces médecins ont quitté leur pays et leur famille, ils sont partis à des milliers de kilomètres afin de soigner leurs semblables. Ils ne font pas de phrases, ils ne se mettent pas en avant, pas de déclarations à la télé, ils sont là, c'est tout. Et leur venue a bouleversé la vie de millions de gens. En bien.

Ils sortent du brouillard !

Sur le terrain, les médecins de Barrio Adentro ont aussi constaté que des milliers de Vénézuéliens avaient un urgent besoin de lunettes. Plus de quatre cent salles d'optique ont donc été installées, elles aussi « au cœur du quartier ».

« Nous visions un de ces services complets d'optométrie, située dans le secteur de La Montañita un quartier très pauvre, en bordure de forêt. Un spectacle impressionnant comme une usine très bien organisée... Vous entrez dans une première pièce pour le diagnostic de votre vue et de vos problèmes. De là, vous passez dans une autre pièce pour des mesures précises. Dans un troisième local, un technicien fabrique vos lunettes sur-le-champ. En phase 4, un dernier examen de contrôle. Et hop ! Le parcours complet en une après-midi. Vous êtes entré en vous cognant, vous ressortez avec une vue de jeune homme. Ici, environ quarante patients sortent ainsi chaque jour du brouillard.

Encore une fois, chez nous, dans les pays riches, ce sont des choses banales. Seulement, mettez-vous un instant à leur place... Imaginez-vous terminant votre vie, condamné à la maladresse, à l'isolement, à la déchéance faite de quelques euros pour vous payer un examen et une paire de lunettes... Depuis Chavez, plein de gens voient clair.

Notre journée se termine par un autre aspect de la prévention. Mais pour les plus jeunes cette fois. Vers 17 heures, nous nous rendons au hameau de 'Copacabana' (sic), où vivent une cinquantaine de familles très pauvres. Deux éducateurs cubains, Jorge, 38 ans, et Roberto, 40 ans, organisent pour les enfants de ce quartier une séance de jeux traditionnels en plein air. Comme on faisait chez nous dans le temps : courses de sacs, courses - relais avec obstacles, etc. Grands et petits rient de bon cœur en voyant les chutes et les maladresses, chacun encourage son équipe, applaudit ses vainqueurs, console ses perdants, et à la fin, tout le monde a la voix éraillée... Les deux éducateurs nous expliquent leur philosophie : « Nous voulons développer le sport et le jeu. Le sport en jouant. L'important à nos yeux, c'est que les gens d'ici participent, qu'ils prennent des initiatives. »

Cette mission-là s'appelle *Barrio Adentro Deportivo* : le sport au cœur du quartier. Plus de cinq mille profs de sport cubains réalisent la meilleure des préventions pour élever le niveau de vie et de santé. Chaque semaine, plus de trois cent cinquante mille séances de gym se déroulent ainsi dans les quartiers du pays et plus de cinq cent mille activités physiques à l'école. Et de nombreuses thérapies spécifiques : pour les femmes, pour les obèses, pour les hypertendus... La gym n'est plus un luxe pour privilégiés.

Pour être complets à propos de notre visite à Guaremas, signalons encore que cette commune a également acquis quatre ambulances qui transportent en moyenne trois cents personnes chaque mois en direction des divers hôpitaux. Et qu'elle a mis en service deux cliniques mobiles qui ont permis, dès les huit premiers mois, d'examiner vingt mille patients dans les zones les plus reculées.

Il faudrait aussi parler des services de réhabilitation qui combinent technologies de pointe et méthodes issues des médecines naturelles et traditionnelles. Le laser côtoie l'acupuncture, les ultrasons voisinent avec l'hydrothérapie et l'ostéopathie. Science et savoirs traditionnels se réconcilient pour apporter le maximum de solutions aux maux des patients. Et aussi des médicaments bon marché : des pharmacies populaires mises sur pied par des comités de quartier les vendent avec une remise de 85%. Et complètement gratuits s'ils sont prescrits par l'hôpital.

Reentrant à Caracas, après nos diverses visites, chacun de nous exprime son admiration pour ces réalisations impressionnantes. En un temps record, la situation a changé radicalement. D'abord, *Barrio Adentro 1* a permis à chacun d'accéder aux soins de base. Puis, à partir des besoins constatés sur le terrain, *Barrio Adentro 2* a fourni des centres de diagnostic, des labos, des services de dentisterie, d'optique, de réhabilitation, etc...

Derrière les chiffres, un miracle

Dès septembre 2004, Chavez peut présenter les premiers chiffres d'un bilan remarquable : « Les médecins ont effectué 56 millions de consultations, visité 8,2 millions de familles, soigné 18.470 vies, donné des soins dentaires à trois millions de personnes, soigné les yeux de 556.000. Ces chiffres ne disent rien de la joie et de la sécurité dont bénéficient aujourd'hui plus de 17 millions de Vénézuéliens. »

En 2008, les chiffres témoignaient d'un succès impressionnant après cinq années à peine : 2.738 centres de consultation avaient été créés, 989 centres de diagnostic, en cardiologie infantile : 162.899 examens et 1.931 opérations chirurgicales (en trois ans), en ophtalmologie : douze millions de consultations.

Derrière chaque chiffre, un handicap évité, un enfant qui vivra, des parents libérés de l'angoisse, des vieillilles moins pénibles... Qui a dit que l'argent du pétrole pouvait seulement faire le malheur des peuples ?

Un président qui tient ses promesses...

On comprend que la popularité de Chavez ait encore grimpé au fil des ans. Un président qui tient ses promesses !

Par exemple, Aymara Alvarado que nous avons rencontrée avec ses deux enfants - la petite est souffrante - à l'entrée du dispensaire du comité de quartier *Fabricio Ojeda* (Caracas). Il est midi, elle attend son tour. Satisfait par les réformes ? Oui, « il y a de nouveaux hôpitaux, des nouvelles choses... Quel changement, comparé à avant ! *Faut pas payer sans cesse. Les examens sont gratuits. On s'occupe bien de nous.* »

Ces brillants résultats, les grands médias internationaux ne les mentionnent guère. Et si jamais ils en parlent, c'est pour insinuer (sans preuves) qu'il s'agit là d'une politique 'clientéliste' de Chavez. Tout cela ne viserait en fait qu'à lui assurer des voix. Aucun de ces médias ne pose la question : mais si c'est si facile, pourquoi les présidents précédents n'ont-ils pas fait pareil, au lieu de se faire virer tous comme des malpropres !

De toute façon, ces attaques ne correspondent pas aux faits. Les soins sont-ils réservés aux chavistes ? Quand on le demande à America Velazquez, habitante du quartier d'Alta Gracia qui s'est engagée bénévolement dans le petit groupe qui aide la docteure cubaine Roxana, elle met vite les choses au point : « *Dans notre comité, il y a deux personnes qui sont des opposants à Chavez. Eh bien, je peux t'assurer que ce sont elles qui collaborent le plus !* » D'ailleurs, un peu partout dans le pays, on constate que des opposants viennent se faire soigner dans les nouvelles institutions. Les faits sont plus puissants que les préjugés.

... mais rien ne serait possible sans la base

Ils sont très importants, ces comités de quartier nés spontanément pour soutenir les médecins des missions. Ils sont même un facteur - clé du succès. Pour réussir les missions, il fallait certes le dévouement des Cubains, la détermination de Chavez et le financement par l'Etat vénézuélien. Mais rien n'aurait été possible sans ces simples gens de la base qui se sont mobilisés un peu partout pour résoudre mille problèmes pratiques. Loger les médecins chez l'habitant ? Trouver des locaux là où il n'y en avait pas ? Informer la population des nouvelles possibilités mises à sa disposition ? Ce fut le rôle de ces milliers de bénévoles surgis spontanément de la base.

America, par exemple, prend sur son temps libre pour développer la communication autour du dispensaire et aider la docteure Roxana de mille manières. A présent, elle suit des cours pour devenir infirmière. La présence des Cubains n'est que temporaire, il s'agit de préparer la relève.

Car, au départ, le nouveau système reposait entièrement sur les médecins cubains. Mais, petit à petit, des médecins vénézuéliens se sont portés volontaires. Acceptant même la condition impérative de vivre à côté du centre médical. Trois ans après le lancement des missions, ils étaient déjà huit mille.

Ca ne suffira pas. On a besoin de toute une nouvelle génération de médecins vénézuéliens d'un type nouveau. Il en faudra quarante mille, évalue-t-on. Cuba en forme beaucoup. Mais il a fallu créer aussi de nouvelles facultés de médecine dans certaines universités qui n'étaient pas contrôlées par la droite.

C'est tout un système qui est à construire. Le gouvernement entend donc augmenter dès que possible la part des dépenses de santé jusqu'à 7% du P.I.B. du pays. Car il ne faudrait surtout pas croire qu'on a réglé tous les problèmes. Comme l'indique un autre patient de la maison médicale d'Alta Gracia, Henrique, noble vieillard de 88 ans : « *Le système de santé est bien meilleur qu'avant, gracias a Dios et à notre président. Mais ce n'est pas encore parfait. Lorsqu'on doit aller à l'hôpital pour des cas plus graves qui ne se traitent pas ici, certains médecins traditionnels ne veulent pas accepter les ordonnances des médecins cubains.* »

Les hôpitaux publics de l'ancien système demeurent indispensables pour les opérations chirurgicales ou des interventions graves en urgence. Mais ils restent marqués par la bureaucratie, la corruption, les tentatives de privatisation. Pour les transformer, on a donc lancé la mission *Barrio Adentro 3*...

La 'Solution Chavez' peut-elle fonctionner ailleurs ?

La médecine au Venezuela est donc encore un grand chantier. Mais les progrès sont déjà énormes. Aujourd'hui, 17 millions de Vénézuéliens ont enfin accès aux soins de santé dont ils étaient privés. Aujourd'hui, pour les habitants des quartiers pauvres de Caracas, des villages reculés des Andes ou de la forêt amazonienne, le droit à la santé n'est plus un paragraphe sur un papier, genre Déclaration des Droits de l'Homme ou Constitution. C'est une réalité quotidienne.

Bien sûr, chacun se demandera immédiatement : est-ce possible ailleurs ? La 'Solution Chavez' peut-elle fonctionner dans les favelas de Brasilia, les taudis de Buenos Aires ou les bidonvilles des grandes cités africaines ? Question cruciale. Pendant longtemps, Cuba fut le seul pays d'Amérique latine à offrir à ses citoyens des soins de santé gratuits et de qualité. A présent, il existe un deuxième pays. D'autres les rejoindront-ils ?

Pour trancher cette question, il va falloir choisir entre deux voies opposées...

Deux voies opposées

Car en fait, Chavez tourne le dos à la solution qui domine de nos jours : celle de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International. BM & FMI sont en quelque sorte les gendarmes financiers de la planète. Créés en 1944 par les Etats-Unis et quelques alliés, ils sont chargés d'accorder - ou de refuser - les crédits dont chaque pays a besoin pour se développer. BM & FMI se sont attribués en fait un pouvoir de vie ou de mort sur les projets économiques et sociaux presque dans le monde entier. Et ce sont eux aussi qui donnent le feu vert - ou rouge - aux projets en matière de santé.

Méritent-ils ce pouvoir ? Sincèrement, on peut en douter. Dans les années 70, quand les pays riches avaient trop de capitaux qu'ils ne savaient où placer, BM & FMI ont poussé les pays du tiers-monde à emprunter ces capitaux avec frénésie. Ces emprunts colossaux allaient permettre, prétendaient-ils, de réaliser de grands projets de développement. En fait, ces projets se sont avérés ou bien foireux ou bien ne profitant qu'aux multinationales et aux élites locales.

Mais à partir des années 80, il a fallu rembourser. Entre temps, la plupart de ces pays avaient été terriblement appauvris par ces prêts foireux, et aussi par les règles commerciales injustes imposées par les multinationales. Ne pouvant rembourser, ces pays se sont vus imposer par BM & FMI des mesures budgétaires brutales, baptisées 'Plans d'Ajustement Structurel'. En fait, le remède aggravait le mal, car on leur imposait 1. De réduire les dépenses publiques (éducation et santé ont été particulièrement sacrifiées). 2. De supprimer les barrières aux importations venant des pays riches. 3. D'abandonner leurs entreprises nationales, privées ou publiques, et de laisser la porte ouverte à l'exploitation par les multinationales. Leurs économies se sont donc encore affaiblies, et la pauvreté a grimpé.

Malgré ces résultats désastreux, BM & FMI continuent de faire la loi dans le tiers-monde. En matière de soins de santé, leur grande théorie, c'est que les Etats doivent se désengager, et qu'il faut faire confiance au privé. Mais les faits confirment-ils cette belle théorie ?

Les solutions BM & FMI ne marchent pas

On pourrait commencer par aller voir aux Etats-Unis, le parrain du couple BM & FMI et le champion de la privatisation... Eh bien, dans le pays le plus puissant du monde, 45 millions de gens sont privés d'assurance-maladie. Même la classe moyenne se plaint de la basse qualité des soins. Pas très convaincant.

Prenez alors un pays d'Amérique Latine, très bien vu par les Etats-Unis et la pensée dominante. Sous la pression du fameux couple BM & FMI, le Pérou a dû faire des économies draconiennes. Il ne consacre que 4% de son PIB à la santé (en Belgique, plus du double). Avec un budget aussi réduit, les autorités ne peuvent plus assurer les besoins et s'en remettent au privé.

Voici les résultats pour les habitants selon le témoignage de Lieve Daeen, coordinatrice de projets santé dans la région entre l'Amazonie et la Cordillère des Andes :

- *« Si vous faites partie des 12% les plus riches du Pérou, vous avez la chance de pouvoir contracter une assurance maladie privée et une assurance pension. Vous payez chaque mois une prime élevée, mais vous pouvez vous adresser à des hôpitaux privés de qualité. »*
- *« Si vous êtes ouvrier, fonctionnaire ou employé, vous êtes vraisemblablement assujéti à la Sécurité sociale officielle et vous vous retrouvez dans un hôpital public. Vous devez payer relativement peu. Hélas, souvent, il n'y a pas assez de personnel médical, d'appareils ou de médicaments. Il y a d'interminables files d'attente et la qualité laisse pas mal à désirer. »*
- *« Mais 80% des habitants des villes travaillent dans le secteur informel. Donc, ils n'ont aucune assurance-maladie. »*
- *« Si vous faites partie des neuf millions de paysans, il est très probable que vous ne payez pas de cotisations car souvent vous avez tout juste de quoi vous en sortir, ou même pas. De toute façon, dans les campagnes, il n'y a pas d'hôpitaux et pas assez de médecins. Pour un nombre croissant de gens, tomber malade constitue le début d'une pauvreté souvent extrême. »*

Pas convaincant non plus, l'exemple du Pérou ! Mais on affirme souvent les soins de santé publics seraient trop chers, et que le privé ferait mieux. Voyons alors la Colombie voisine... C'est un des pays qui a mené le plus loin l'expérience consistant à sous-traiter les soins de santé. Cinq ans après la privatisation, les autorités dépensent pour la santé 17,4% de leurs budgets, un des pourcentages les plus élevés de toute l'Amérique latine. Malgré quoi quatre Colombiens sur dix n'ont aucune assurance-maladie car cette privatisation a rendu la protection trop chère. Seuls les riches sont assurés contre tous les risques possibles, et gaspillent donc.

Cette situation dramatique, nous la retrouvons à peu près dans toute l'Amérique latine. C'était aussi la situation du Venezuela avant Chavez. Et il y retournerait bien vite si l'opposition de droite revenait au pouvoir. La preuve... Au Nicaragua, dans les années 80, le gouvernement sandiniste avait remarquablement amélioré les soins de santé. En neuf années à peine, la mortalité infantile avait diminué de moitié. Mais, après le renversement par les Etats-Unis, le budget de la santé publique a été réduit de 65%. Huit Nicaraguayens sur dix étant pauvres, les soins leur ont été à nouveau inaccessibles pendant dix-sept longues années.

La privatisation de la santé est une impasse

La privatisation est une impasse, explique le prêtre belge François Houtart, cofondateur du Forum Social mondial et un des meilleurs connaisseurs des drames du tiers-monde : *« Quand l'éducation et la santé doivent devenir rentables à tout prix, c'est leur logique même qui disparaît. Une telle orientation n'est pas innocente. Elle est liée à l'accumulation du capital, qui domine les grandes décisions du monde contemporain. »*

François Houtart a raison. Cette solution 'BM & FMI' ne constitue pas une erreur d'analyse. Elle représente des intérêts économiques. Les intérêts des multinationales qui cherchent à élargir au maximum les terrains de profit, y compris en annexant des secteurs comme éducation, culture, sport, santé, etc. Cette solution sert les intérêts d'une minorité, mais elle s'impose par la force et le chantage. Brait-ce un hasard si George Bush avait désigné à la tête de cette Banque Mondiale Paul Wolfowitz qui fut son vice-ministre de la Guerre et avait inspiré toute sa stratégie de la guerre globale en Irak, Afghanistan et ailleurs ? Non, la Banque Mondiale est au service du business.

Le business considère la santé comme une marchandise qui permet des profits colossaux. C'est pour cela qu'il veut privatiser. Mais c'est seulement en tournant le dos à la médecine - marchandise qu'Hugo Chavez a réussi à réintégrer 17 millions de Vénézuéliens dans les soins de santé.

Quand on nous parle des privatisations comme étant la recette - miracle, il convient chaque fois de se demander : quels intérêts cela cache-t-il ? Le système du profit avant tout est-il vraiment capable de bien soigner tous les habitants de notre planète ?

Tout le monde est-il vraiment d'accord avec la prévention ?

Durant mes visites, un mot revenait sans cesse : « prévention ». Que ce soit le médecin généraliste Miguel, le chef de laboratoire Félicie ou l'éducateur sportif Jorge, tous me disaient : *« L'essentiel, c'est la prévention »*. Empêcher que la personne tombe malade. Bien sûr, tout le monde se dira d'accord avec plutôt banale. Mais, en réalité, la question de la prévention n'est pas si simple qu'elle en a l'air. Deux conceptions s'affrontent...

La première conception, c'est la médecine dite 'à l'acte'. Le médecin, et surtout l'industrie pharmaceutique, est payé à chaque intervention. Il y a donc un intérêt économique à multiplier ces actes. Dans une certaine mesure, médecin et patient ont des intérêts opposés. Si une partie des médecins privés gère cela en conscience, qu'en est-il de l'industrie pharmaceutique ?

A l'heure actuelle, trois mille multinationales pharmaceutiques construisent leurs profits en rendant les patients dépendants. Cette contradiction a été bien exposée, dans une interview, par le prix Nobel de Médecine 2007, le chimiste britannique Richard J. Roberts : *« Le médicament qui guérit tout n'est pas rentable. La recherche sur la santé humaine ne peut dépendre seulement de la rentabilité économique. Ce qui est bon pour les dividendes de l'entreprise n'est pas toujours bon pour les gens. Les firmes pharmaceutiques sont moins intéressées à guérir les gens qu'à gagner de l'argent. On étudie à peine les maladies du tiers monde, car les médicaments pour les combattre ne seraient pas rentables. Je dis que la santé ne peut être un marché. »* En effet, durant les années 90, l'espérance de vie a reculé dans trente-quatre pays.

En conclusion de son interview, le journaliste demande au Prix Nobel :

- « Mais les hommes politiques n'interviennent pas ?
- Ne vous faites pas d'illusions : dans notre système, les hommes politiques sont de simples employés des grands capitalistes. Lesquels investissent ce qu'il faut pour que leurs protégés soient élus. Et s'ils n'y parviennent pas, ils achètent ceux qui ont été élus. »

L'autre conception, c'est une médecine basée sur la solidarité et l'intérêt du patient. Son but est que ce patient puisse prendre lui-même en main l'amélioration de sa santé. Et venir le moins possible chez le médecin. Médecine - marchandise ou médecine - solidarité ? De ce choix dépend l'avenir de milliards de d'êtres humains, aujourd'hui privés de soins de santé convenables.

Voilà le deuxième péché d'Hugo Chavez : avoir refusé la dictature de la médecine du fric, et avoir prouvé sur le terrain que la médecine du cœur peut réussir. Est-ce pour ça qu'on lui en veut tant ?

Mais pour assurer à chaque Vénézuélien le droit à la santé, il ne suffit pas qu'il y ait de bons médecins, des centres de soins gratuits et du dévouement. Il lui faut surtout une vie et une alimentation saine. Comme disait le célèbre Pasteur : *« La bactérie n'est rien, le terrain est tout. »* Renforcer les systèmes immunitaires des populations impose un combat contre la sous-alimentation et la pauvreté qui accompagnent la mondialisation actuelle. C'est ce que nous allons voir...

Troisième péché : « *Chacun peut manger à sa faim* »

Chapitre 3.
La pauvreté n'est pas une fatalité

Bœuf à l'étuvée, avec riz et haricots rouges en sauce. Ça s'appelle le *pabellon* et c'est le plat national ici. En entrée, nous avons eu de grosses bananes salées et des *arepas*, sorte de galettes frites typiques aussi de la cuisine locale. Au dessert, crème vanille. Le tout nourrissant et savoureux, je peux en témoigner personnellement. Le menu du jour est affiché à l'entrée de la maison. Mais qu'y a-t-il d'original dans ce menu ?

L'originalité, c'est le prix. Tout cela est gratuit. Tous les pauvres du quartier peuvent venir manger ici, tous les jours. Pour rien.

Nous sommes à la *Casa de Alimentacion* de Guarenas. Le chef d'orchestre de ce petit miracle, c'est Gisela, une dame forte et chaleureuse d'une soixantaine d'années. Elle répond à mes questions tout en surveillant la cuisson d'une nouvelle poêlée d'*arepas*, à l'odeur bien appétissante...

- « Qui peut venir manger ici ?
- Tous ceux qui n'ont pas de quoi se nourrir !
- Ca fait combien de personnes par jour ?
- Environ cent cinquante. Viennent ici les *niños de la calle* (enfants de la rue). Mais aussi des parents qui donnent tout à leurs enfants, et puis après, ils n'ont plus de quoi se nourrir eux-mêmes. En fait, tous ceux qui en ont besoin peuvent venir. Ils sont tous bienvenus, car la vie ne les a pas gâtés ! »

La *Casa de Alimentacion* n'est pas une cantine froide et impersonnelle. C'est tout simplement la maison de Gisela elle-même. La cuisine est assez petite, mais bien organisée. On mange aux tables d'une grande terrasse, joliment fleurie, surplombant une petite vallée de maisons manifestement très pauvres. A ces tables, les affamés défilent, ils sont accueillis avec amour et s'en retournent le ventre rassasié. Un peu plus forts pour affronter la vie.

- « Comment faites-vous pour préparer cent cinquante repas ?
- J'ai deux amies qui m'aident pour tout. Et des jeunes qui assurent le service.
- Mais d'où vient la nourriture et votre matériel ?
- Le gouvernement nous fournit les aliments, les frigos, les bonbonnes de gaz, les casseroles, tout le matériel. Mais nous nous occupons de tout nous-mêmes. »

Cette *Casa de Alimentacion* est née spontanément au milieu de ce quartier pauvre de Guarenas. Ici, dans le passé, on voyait parfois un politicien, à condition qu'on soit en période électorale. Mais ça n'a jamais rempli les assiettes. Quand Chavez arrive au pouvoir, il reçoit cet héritage dramatique : près d'un Vénézuélien sur cinq souffre de sous-alimentation. Et il hérite aussi d'un appareil d'Etat inefficace, et plutôt conservateur. Comment faut-il s'y prendre ?

La solution est venue d'en bas

Encore une fois, la solution va venir d'en bas. En divers endroits, fleurissent ces *Casa de Alimentacion*, initiatives spontanées de femmes prêtes à se dévouer pour secourir leurs semblables. Ces initiatives généreuses, le gouvernement Chavez va s'engager à fond pour les soutenir, leur donner des moyens solides et les étendre systématiquement à tout le pays.

Dès le printemps 2005, le Venezuela compte déjà quatre mille maisons d'alimentation. Ce qui permet à un demi - million de personnes très pauvres de manger du bœuf ou du poulet tous les jours. Un an plus tard, il y en a plus de six mille, et elles accueillent plus de neuf cent mille personnes. Surtout des personnes âgées, d'autant plus que les écoles (l'enseignement est obligatoire) ont reçu la tâche, et les moyens, de fournir trois

repas par jour aux élèves. Outre les neuf cent mille qui viennent manger régulièrement à une *Casa*, trois millions de personnes reçoivent aussi de temps des « compléments alimentaires ».

Au départ, les cuisinières étaient entièrement bénévoles. Mais à partir de juin 2005, l'Etat leur accorde des bourses de 180.000 bolivars (70 euros) par mois. Les médecins cubains de la mission *Barrio Adentro* aident les cuisinières à élaborer des menus nourrissants, mais sains. Avec le développement des cantines populaires, ce sont les communautés de quartier qui en assurent collectivement la gestion et le contrôle.

De nombreux témoignages le confirment, ces cantines populaires sont vitales pour sauver les personnes à risques : enfants des familles indigentes, élèves et adolescents ayant des problèmes sociaux, personnes âgées, femmes à grossesses délicates, personnes à l'abandon...

Les conséquences de la faim

En fait, le monde entier est concerné par cette expérience du Venezuela. Car notre planète produit 110% de ses besoins en aliments de base, mais trente millions de personnes meurent de faim chaque année. Huit cent cinquante millions d'êtres humains souffrent de la faim. Et parmi eux, cent cinquante millions d'enfants. En Inde, la moitié des enfants pèsent trop peu pour leur âge. En Afrique Noire, une personne sur trois est sous-alimentée. En Afrique centrale, une sur deux.

En Amérique Latine, 8,8 millions de petits enfants souffrent de malnutrition chronique, selon les statistiques de l'ONU. Un enfant sur huit. Au Guatemala, c'est presque un enfant sur deux. Est-ce que l'Amérique Latine produirait trop peu d'aliments ? Pas du tout : sa production pourrait couvrir trois fois les besoins énergétiques de sa population. Seulement, près de 53 millions de Latinos vivent avec moins que le minimum vital quotidien.

De plus, deux milliards de personnes souffrent de 'sous-alimentation qualitative' : leur nourriture est trop pauvre, trop peu variée, elles manquent donc de protéines, de sels minéraux, de vitamines... Par exemple, plus de cent millions d'enfants manquent de vitamine A, ce qui peut les rendre aveugles. Chaque année, entre un quart et un demi-million d'enfants déficients perdent la vue. Plus de 30 % de la population mondiale souffre d'une carence en fer. Dans les pays en développement, cette anémie favorise la malaria. La carence en iode provoque le crétinisme ou des problèmes importants de développement intellectuel, 740 millions de personnes en sont affectées. Toute sa vie, l'enfant subira les conséquences de la malnutrition.

De plus, la faim renforce le cercle vicieux de la pauvreté : des enfants mal alimentés accèdent à l'école plus tard, ils ont une mémoire et une attention plus faibles, ils apprennent donc moins bien. Et ils quitteront l'école plus vite surtout si leur travail est nécessaire pour nourrir la famille.

La sous-alimentation aggrave aussi l'inégalité hommes - femmes. Car une femme insuffisamment nourrie aura des grossesses plus risquées, engendra des enfants plus faibles, et aura encore moins de possibilités pour éduquer ses enfants ou trouver un emploi.

Mais pour la société aussi, le coût est élevé. Il a été calculé que chaque année sans progrès sur le front de la faim coûte aux pays pauvres cinq cent milliards de dollars en pertes de productivité, dues à un travail moins performant. C'est énorme : 5 à 10 % de leur PIB.

Un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes

La FAO est l'organisme des Nations - Unies en charge des problèmes de la faim et de l'agriculture. Elle a calculé que, chaque année, cinq millions d'enfants meurent de faim ou de sous-alimentation. Autrement dit, toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim sur notre planète. Donc, depuis que vous avez commencé à lire le paragraphe que vous avez sous les yeux, quatre enfants sont morts de faim.

Et on aurait pu facilement l'éviter. Car donner à manger à tous les enfants du monde ne coûterait pas cher. Il suffirait d'augmenter les programmes d'aides de 24 milliards de dollars par an pour réduire de moitié le nombre de victimes de la faim. 24 milliards ? Ce n'est même pas 10 % de la fortune des dix Américains les plus riches !

« *La raison pour laquelle on n'investit pas dans ce programme est incompréhensible* », a déclaré publiquement Hartwig De Haen, directeur adjoint à la FAO. On comprend sa colère. Dès 1996, la FAO proposait des mesures pour réduire la faim de moitié, mais très peu de choses ont changé.

Dans quel monde vivons-nous ?

Ainsi donc, le superflu de dix multimilliardaires pèse plus dans la balance que l'immense douleur de toutes ces mères perdant leurs enfants ! Est-il un parent au monde qui n'ait pas frôlé à l'idée de devoir enterrer son enfant, certainement la plus grande souffrance qui puisse se concevoir ? Alors, pourquoi les puissants ne résolvent-ils pas de toute urgence ce problème dramatique ? Dans quel monde vivons-nous ?

Au moins, les instances internationales de décision reconnaissent-elles la gravité de la situation ? Même pas. La Banque Mondiale (BM) prétend que la situation s'améliore ! Elle avance pour preuve le fait qu'entre 1981 et 2001, le nombre de personnes extrêmement pauvres serait passé d'1,5 à 1,1 milliard. En réalité, cet optimisme appelle deux remarques.

D'abord, la BM a fixé arbitrairement ce seuil de pauvreté à un dollar par jour. Beaucoup d'experts le fixent plutôt à deux dollars. De sorte qu'en fait le nombre de pauvres dans le monde n'aurait pas diminué, il

aurait augmenté : plus trois cent millions en vingt ans. Admettons quand même le critère d'un dollar. La BM oublie de dire que si ce nombre-là a diminué, c'est uniquement grâce aux progrès d'un petit nombre de pays. Et surtout de la Chine qui a réussi à sortir quatre cents millions de personnes de la pauvreté.

Pourtant, à l'Ouest, il est de bon ton de critiquer cette même Chine, accusée de ne pas être assez capitaliste. Mais justement, que se passe-t-il dans les pays capitalistes vantés par la Banque Mondiale et ses amis ? Le nombre de pauvres y a augmenté ! Spectaculairement même en Afrique noire, en Amérique latine, en Europe de l'Est et dans l'ancienne URSS. En fait, ces reculs importants sont camouflés dans les statistiques globales par les bons résultats de la Chine.

D'ailleurs, l'optimisme de la BM est également démenti par le Programme des Nations - Unies pour le Développement : « Au cours des années 1990, 34 pays en voie de développement ont régressé, la faim y est plus répandue qu'en 1990. De nombreux autres pays en voie de développement n'ont enregistré que des progrès minimes. A ce rythme, ils devront attendre 2150 ou 2160 pour qu'il y soit question de développement. »

Bref, dans le système capitaliste, la pauvreté et la faim augmentent. Et avec elles tant de souffrances ! Alors, si Chavez a trouvé une bonne solution pour y mettre fin, ça ne concerne pas que son pays, mais toute notre planète. D'urgence.

Mercal : les aliments à moitié prix

Grâce aux *Casas de Alimentación*, ces cantines populaires gratuites, chaque Vénézuélien mange à sa faim aujourd'hui, comme nous l'avons vu plus haut. On voit beaucoup moins de mendiants à Caracas qu'à New York ou Paris.

Un succès spectaculaire mais insuffisant. Il ne suffit pas de nourrir tous les extrêmement pauvres, les indigents comme on dit. Il faut aussi trouver une solution pour tous ceux qui ont beaucoup de mal à boucler leurs fins de mois : petits salariés, surtout quand ils n'ont que des contrats temporaires, gens qui survivent dans les grandes villes avec des petits boulots, petits commerces de rue et autres expédients... Pour tous ceux-là, Chavez a mis en place les magasins *Mercal*.

C'est une chaîne de magasins populaires qui va de la petite supérette de quartier ou de village au gros supermarché. Le décor est correct, mais sans luxe. Vous n'y trouvez pas un assortiment aussi complet que dans les supermarchés privés. Par contre, vous y trouvez tous les produits de base, de bonne qualité et avec contrôles sanitaires, mais beaucoup moins chers.

40 ou 50 % moins chers. Lors de ma visite, j'ai constaté qu'une brique de lait se vendait 800 bolivars (soit 30 centimes d'euro). Un kilo de riz ou de farine : 1.000 bolivars. Une boîte de thon : 1.000 bolivars. Le kilo de poulet revenait à 1.900 bolivars. Pour donner une idée, le salaire minimum venait d'être relevé à 324.000 bolivars par mois, tandis que le salaire moyen tournait autour de cinq cent mille bolivars par mois, soit 175 euros. Pour les très pauvres, il existe aussi des produits fournis gratuitement.

Comment *Mercal* peut-il offrir à la ménagère une addition deux fois plus légère ? Grâce à l'intervention de l'Etat. Il passe contrat directement avec des coopératives de producteurs locaux. Et il organise la distribution sans prendre de marge d'intermédiaire.

Comment ce système est-il né ? Début 2003, la fédération des patrons organise un blocus de l'industrie pétrolière, mais aussi des transports et de tout l'approvisionnement du pays. Plus rien dans les magasins. Objectif ? Semer la panique, retourner la population contre Chavez et le renverser.

Chavez riposte en organisant un réseau d'approvisionnement direct de la population. *Mercal* est donc né d'une situation d'urgence. Mais son succès foudroyant révèle un besoin plus profond, et les magasins vont se multiplier : de six mille en 2004 à quinze mille six cents en 2008. Le nombre de consommateurs qui en bénéficient a grimpé à treize millions de personnes par mois. La moitié de la population. Un grand succès. Il faut dire que la qualité n'est pas au rabais, d'ailleurs même des classes moyennes viennent y faire leurs achats.

Réponse aux ravages de la mondialisation ?

Hugo Chavez explique : « *La naissance de Mercal apporte une solution intégrale et transitoire au problème de la faim au Venezuela. Intégrale, parce qu'elle le considère comme une composante d'une situation d'exclusion et le traite de pair avec d'autres facteurs : alphabétisation, éducation, santé, sport, sécurité et culture. Transitoire, parce que ce sont des programmes destinés à régler les problèmes dans l'attente de structures et d'institutions de type nouveau qui frapperont aux racines.* »

Solution transitoire en effet : distribuer des aliments gratuits ou bon marché fournit à tous les pauvres une alimentation adéquate en calories et en protéines, mais cela n'élimine pas les causes de leur pauvreté. S'agit-il pour autant d'une simple mesure de charité sans impact réel ?

Non. En établissant un contact direct entre coopératives et consommateurs, en créant une demande stable et régulière, le gouvernement vénézuélien met en place un nouveau réseau social. Qui peut assurer des débouchés et un développement aux coopératives paysannes.

Et grâce à ce système de vente directe sans les intermédiaires coûteux, le consommateur bénéficie de prix moitié moindres que ceux des grandes multinationales de l'agro-business. Cela permettra-t-il de ressusciter une agriculture qui avait été étranglée sous les précédents gouvernements ? La 'Solution Chavez' mérite ici aussi une grande attention. Car la mondialisation tant vantée ne cesse de produire des millions de nouveaux pauvres...

D'où proviennent ces millions de nouveaux pauvres ?

La caractéristique fondamentale de cette mondialisation, c'est la concentration toujours plus poussée des richesses et de la puissance économique. Quelques grosses multinationales ont acquis les moyens d'écraser leurs concurrents.

Dans la distribution, la firme US Wal-Mart vend pour 36 millions de dollars par heure, emploie 1,6 million de personnes dans son réseau de 3.900 magasins, encaisse un profit de 21.000 dollars par minute et sa montée en puissance a provoqué la faillite de 31 chaînes US de supermarchés rien que ces quinze dernières années. Des firmes - mammoth comme Wal-Mart, Carrefour ou Metro ont acquis un monopole de fait sur l'achat de nombreux produits alimentaires.

Se menant entre elles une guerre toujours plus acharnée, dont l'arme est la 'réduction des coûts', elles placent leurs commandes auprès de grosses multinationales de l'agro-business. Où la concentration est encore plus forte : deux firmes grossistes - Cargill et ADM - achètent 65% des céréales produites dans le monde. Trois multinationales monopolisent le secteur des fruits. Ces monopoles dictent aux producteurs les normes, les prix et les calendriers de livraison. Toute ceci pousse à concentrer les commandes auprès de producteurs de grande taille. Les victimes ? Des centaines des millions de petits paysans, écrasés par la puissance des mammoths, perdent leur gagne-pain.

D'autant plus qu'ils sont aussi soumis aux manœuvres de multinationales comme Monsanto. Qui leur impose d'acheter sa semence baptisée *Terminator*, car elle a la propriété de se suicider. La plante ne donne pas de nouvelles semences, ce qui oblige le paysan à en racheter de nouvelles à chaque saison et à enrichir d'autant Monsanto. *Terminator* devrait s'appeler *Extreminator*.

On retrouve ici, comme dans la santé, une contradiction fondamentale entre les intérêts des multinationales et ceux de la population. Qu'il s'agisse des consommateurs, obligés d'acheter, très cher, une nourriture souvent de basse qualité et parfois dangereuse pour la santé. Ou qu'il s'agisse des paysans éliminés par les mammoths.

C'est à la campagne qu'on souffre le plus de la faim !

En effet, où vivent la plus grande partie des 850 millions de personnes souffrant aujourd'hui de la faim ? A la campagne !

Où, c'est absurde, mais 80 % des crève-la-faim vivent là où on produit la nourriture ! Il s'agit de petits paysans ou d'ouvriers agricoles sous-payés. De plus, une grande partie des affaires des villes sont des paysans ruinés qui ont dû fuir la campagne.

Le problème n'est pas qu'on produit trop peu, le problème est : qui dirige la production et au service de qui ? Prenons l'exemple du Kenya. Dans ce pays, les paysans du nord-est ont souffert d'une crise alimentaire grave en 2005. Pourtant, les récoltes avaient augmenté de 15%, mais pour l'exportation au service des multinationales : les haricots et autres légumes du Kenya remplissent à présent nos étals. Conséquence : la proportion de Kenyans très pauvres (moins d'un dollar par jour) est passée de 40% à 66%. Ce qui a provoqué des émeutes sanglantes. De nombreux pays africains subissent les mêmes fléaux.

Comment expliquer ce paradoxe d'une terre qui ne nourrit plus ses enfants ? Notre planète ne produit-elle pas assez de nourriture pour tous ses habitants ?

On détruit ici la nourriture qui manque là

Pas du tout. Les Etats-Unis ont un excédent de vaches, de porcs et de produits agricoles (alors que cinq millions de leurs enfants souffrent de sous-alimentation chronique). L'Union Européenne croule aussi sous les excédents, elle subventionne même des paysans pour qu'ils arrêtent leur activité. A Bruxelles, on décide de détruire des aliments qui sauveraient la vie de centaines de millions de gens. Tout ceci démontre que la faim n'est pas une fatalité, mais la conséquence d'une société mal organisée et injuste jusqu'à l'absurdité.

Il est donc impossible de résoudre le problème de la faim sans analyser les causes de la ruine des petits paysans. Prenons brièvement l'exemple de ceux du Venezuela. Pourquoi ont-ils été obligés de fuir la campagne massivement, pourquoi ceux qui restent ne représentent-ils plus que 10 % de la population ? Pour trois raisons.

D'abord, la structure sociale injuste. 80 % des terres cultivables sont aux mains d'une petite couche de propriétaires très riches : moins de 5 % des producteurs. Tandis que 75 % de paysans pauvres n'ont droit qu'à 6 % des terres. Ces terres ne se sont pas 'concentrées' toutes seules, mais par différents mécanismes d'exploitation et d'oppression, très violents, que nous décrivons plus loin.

Ensuite, la domination des multinationales. Leur puissance (aidée par d'énormes subventions politiques) écrase et élimine les producteurs locaux. Du coup, l'économie locale s'affaiblit énormément. Un exemple... Les paysans vénézuéliens produisent de l'excellent maïs que vous pouvez déguster, grillé, dans les rues de Caracas. Mais si vous achetez un pot de maïs dans un supermarché privé, il sera *made in USA*.

En outre, les Etats-Unis et l'Europe ont choisi de déverser leurs surplus dans certains pays du tiers-monde, sous prétexte de leur apporter une 'aide alimentaire urgente'. Un terme qui vise juste à se donner bonne conscience. Car en fait, cette prétendue aide détruit plus qu'elle ne soulage. Il serait bien plus rapide et économique d'acheter des aliments sur place, mais, comme le dénonce l'organisation humanitaire Oxfam : «

Pour certains pays donateurs, c'est une bonne occasion d'écouler leurs surplus de récoltes et de procurer des bénéfices commerciaux à leurs propres entreprises agricoles et maritimes : 79 pour cent de l'aide alimentaire provient des pays donateurs. »

Voilà pourquoi au Venezuela, mais aussi dans toute l'Amérique latine et le tiers-monde se fait détruire, et les paysans doivent abandonner la campagne. Pour s'enlasser dans les *favelas* et les *barrios* des grandes capitales, attirées par le mirage de la prospérité, mais bien vite prisonniers d'une nouvelle misère.

N'est-ce pas absurde ?

N'est-il pas absurde que trente millions d'hectares de terres soient laissées à l'abandon alors que des Vénézuéliens ont faim ? N'est-il pas absurde que 70 % de l'alimentation vénézuélienne soit importée alors qu'il reste à peine 10 % de paysans ? N'est-il pas absurde que le paysan ruiné ne puisse plus cultiver son maïs, mais qu'arrivé en ville, il n'ait pas de quoi acheter le maïs de la multinationale qui l'a ruiné ?

En réalité, c'est l'ensemble de notre économie qui est prise dans un cercle vicieux. Une poignée de multinationales, fonctionnant dans le système de la concurrence et du profit maximum, paient leurs propres travailleurs le moins possible, paient les producteurs le moins possible, concentrent leurs achats auprès de gros producteurs... Surtout, des gens ruinés n'achètent pas. C'est un système absurde.

Depuis des décennies, les grandes institutions pondent des rapports sur le « problème de la faim », le besoin le plus fondamental de l'être humain. Rapports prometteurs mais guère nourrissants. Durant les années 90, cinquante-quatre pays sont devenus plus pauvres. En six années, le nombre de pauvres vivant en Amérique Latine et dans les Caraïbes a augmenté de vingt millions. Pourquoi les promesses ne sont-elles pas tenues ? Pourquoi les rapports et la charité n'arrangent-ils rien ?

Le problème du pouvoir...

Quand l'ONU réclame 24 milliards de dollars par an pour éliminer la faim dans le monde, les grandes puissances lui répondent qu'elles n'ont pas cet argent. Mais quand les banques US et européennes sont en faillite à cause de leur propre cupidité, en quelques heures, elles reçoivent des milliers de milliards de dollars. Si on ne combat pas la faim, c'est que ceux qui ont le pouvoir ne veulent pas.

Tous ceux qui se préoccupent de ce problème ont donc intérêt à étudier de près l'expérience du Venezuela. Ce pays atteindra, avec beaucoup d'événement, les fameux « Objectifs du Millénaire » visant à faire reculer la pauvreté à l'échéance 2015. Alors que la plupart des autres pays concernés n'atteindront pas ces objectifs, loin de là.

En quoi le Venezuela diffère-t-il de tous ces pays pauvres croulant sous les beaux discours ? Peut-être par cette petite phrase, une des favorites d'Hugo Chavez : *« Pour abolir la pauvreté, il faut donner le pouvoir aux pauvres. »*

Qu'est-ce qui a vraiment changé dans le pouvoir au Venezuela ? Après avoir réussi ces missions urgentes pour l'éducation, la santé et l'alimentation, le pays parviendra-t-il à construire une économie qui élimine les causes mêmes de la pauvreté ? Pour cela, il faut d'abord analyser d'où provient la pauvreté de l'Amérique latine...

Pour certains pays donateurs, c'est une bonne occasion d'écouler leurs surplus de récoltes et de procurer des bénéfices commerciaux à leurs propres entreprises agricoles et maritimes : 79 pour cent de l'aide alimentaire provient des pays donateurs. »

Voilà pourquoi au Venezuela, mais aussi dans toute l'Amérique latine et le tiers-monde se fait détruire, et les paysans doivent abandonner la campagne. Pour s'enlasser dans les *favelas* et les *barrios* des grandes capitales, attirées par le mirage de la prospérité, mais bien vite prisonniers d'une nouvelle misère.

N'est-ce pas absurde ?

N'est-il pas absurde que trente millions d'hectares de terres soient laissées à l'abandon alors que des Vénézuéliens ont faim ? N'est-il pas absurde que 70 % de l'alimentation vénézuélienne soit importée alors qu'il reste à peine 10 % de paysans ? N'est-il pas absurde que le paysan ruiné ne puisse plus cultiver son maïs, mais qu'arrivé en ville, il n'ait pas de quoi acheter le maïs de la multinationale qui l'a ruiné ?

En réalité, c'est l'ensemble de notre économie qui est prise dans un cercle vicieux. Une poignée de multinationales, fonctionnant dans le système de la concurrence et du profit maximum, paient leurs propres travailleurs le moins possible, paient les producteurs le moins possible, concentrent leurs achats auprès de gros producteurs... Surtout, des gens ruinés n'achètent pas. C'est un système absurde.

Depuis des décennies, les grandes institutions pondent des rapports sur le « problème de la faim », le besoin le plus fondamental de l'être humain. Rapports prometteurs mais guère nourrissants. Durant les années 90, cinquante-quatre pays sont devenus plus pauvres. En six années, le nombre de pauvres vivant en Amérique Latine et dans les Caraïbes a augmenté de vingt millions. Pourquoi les promesses ne sont-elles pas tenues ? Pourquoi les rapports et la charité n'arrangent-ils rien ?

Le problème du pouvoir...

Quand l'ONU réclame 24 milliards de dollars par an pour éliminer la faim dans le monde, les grandes puissances lui répondent qu'elles n'ont pas cet argent. Mais quand les banques US et européennes sont en faillite à cause de leur propre cupidité, en quelques heures, elles reçoivent des milliers de milliards de dollars. Si on ne combat pas la faim, c'est que ceux qui ont le pouvoir ne veulent pas.

Tous ceux qui se préoccupent de ce problème ont donc intérêt à étudier de près l'expérience du Venezuela. Ce pays atteindra, avec beaucoup d'événement, les fameux « Objectifs du Millénaire » visant à faire reculer la pauvreté à l'échéance 2015. Alors que la plupart des autres pays concernés n'atteindront pas ces objectifs, loin de là.

En quoi le Venezuela diffère-t-il de tous ces pays pauvres croulant sous les beaux discours ? Peut-être par cette petite phrase, une des favorites d'Hugo Chavez : *« Pour abolir la pauvreté, il faut donner le pouvoir aux pauvres. »*

Qu'est-ce qui a vraiment changé dans le pouvoir au Venezuela ? Après avoir réussi ces missions urgentes pour l'éducation, la santé et l'alimentation, le pays parviendra-t-il à construire une économie qui élimine les causes mêmes de la pauvreté ? Pour cela, il faut d'abord analyser d'où provient la pauvreté de l'Amérique latine...

Comprendre l'Amérique latine

Chapitre 4. Comment sont-ils devenus si pauvres ?

Quand vous arrivez à Caracas, vous recevez un fameux coup de poing dans la figure.

Depuis la route qui monte à partir de l'aéroport, situé au bord de la mer, vous apercevez une interminable succession de bidonvilles. Les *barrios*, comme on dit ici. Un amoncellement de cabanes grossières en moellons bruts, tout juste couvertes de simples tôles ondulées. Pas de vitres. Le sol ? C'est la terre tout simplement. Il n'y a pas d'eau et pas d'égouts. Entassées les unes sur les autres, au flanc des montagnes

escarpés qui entourent la capitale, toutes ces cabanes semblent tenir par miracle dans un équilibre précaire. D'ailleurs, quand les pluies sont fortes, c'est souvent la catastrophe... Ça, c'est un côté du paysage. Une face du Venezuela.

L'autre face, c'est par exemple le quartier ultra-chic autour du golf *Country Club*. Après l'enfer, le paradis. Mais entrée interdite. Ici, se succèdent des villas grosses comme des châteaux. A travers de hautes clôtures, et surveillé par une armada de caméras, vous apercevez furtivement des pelouses à l'anglaise, des jardins luxuriants, d'énormes piscines, des Rolls-Royce et des Ferraris comme s'il en pleuvait. Et encore, ce sont là seulement quelques signes extérieurs de fortune en réalité beaucoup plus colossales que tout ce que vous pouvez imaginer. L'Amérique latine est le continent le plus injuste, celui où les écarts de revenus sont les plus grands.

Ce coup de poing vous force à réfléchir. Pourquoi tant de Vénézuéliens sont-ils si pauvres, et quelques-uns si riches ? Comment expliquer cet écart incroyable ? Comment expliquer qu'avant Chavez, deux Vénézuéliens sur trois vivaient sous le seuil de pauvreté, ne pouvant se payer ni le médecin, ni l'école, ni même une alimentation correcte ? Alors que leur pays était depuis 80 ans un des plus gros exportateurs de pétrole du monde ! Tout se passe comme si ces milliards de pétrodollars avaient été aspirés... Vers où ?

Pour le comprendre, et pour connaître l'origine des problèmes qu'affronte aujourd'hui le Venezuela - comme toute l'Amérique Latine - nous allons emprunter la machine à voyager dans le temps. Car seul le passé permet de comprendre le présent...

Pourquoi sommes-nous amnésiques ?

Il nous faut donc reconstituer une Histoire que notre éducation a soigneusement occultée. Une histoire qui n'a pas commencé avec le pétrole, mais quatre siècles plus tôt.

Toute l'Amérique Latine a subi un hold-up. Hold-up qui a été systématiquement effacé des livres d'histoire des pays riches, hold-up encore toujours passé sous silence dans les médias actuels. Zappant un phénomène essentiel, notre éducation a fabriqué des amnésiques. Flash-back donc...

Comment la bourgeoisie européenne a-t-elle pu, entre 1500 et 1800, accumuler les ressources financières qui ont permis le décollage du capitalisme et sa victoire sur la noblesse de l'ancien régime ? Celle-ci s'appuyait sur un système d'exploitation féroce du travail des paysans, avec un servage très oppresseur, mais ce système arriéré bloquait le développement économique et technique.

Pour décoller, cette bourgeoisie européenne avait absolument besoin d'une « accumulation primitive du capital », comme l'a appelée l'économiste libéral anglais Adam Smith. Et d'où est venu cet afflux de richesses, cet afflux de capitaux indispensables pour démarrer la production dans des usines de grande taille ?

Des colonies. La grande source originelle de profits, ce fut le pillage des colonies. Des millions de tonnes d'or, d'argent, de diamants, de coton, de poivre, d'épices, de thé, de sucre, d'ivoire, de caoutchouc et d'autres matières premières ont été arrachées par une violence incroyable. Guerres, esclavage et génocides ont ruiné les peuples d'Amérique, d'Afrique et d'Asie. Ces peuples n'ont jamais été remboursés ou dédommagés. Au contraire, on a profité de leur affaiblissement pour les piller encore davantage, et aujourd'hui encore, le pillage continue, mais mieux dissimulé.

Si nous voulons rompre avec l'amnésie, et rétablir la vérité historique, nous sommes obligés de le dire clairement : la richesse d'ici provient du vol gigantesque commis là-bas. Voici comment l'Europe est devenue très riche tout d'un coup... Enfin, certains Européens.

16 millions de kilos d'argent volées aux Indiens d'Amérique latine

Après que Christophe Colomb ait présenté un rapport sur ses explorations, le Conseil de Castille décide de prendre possession d'un pays dont les habitants sont hors d'état de se défendre. Bien sûr, il proclame la noble mission de convertir les «sauvages» au christianisme, mais en fait il organise le pillage systématique.

«Les Espagnols convoient l'or comme des porcs affamés», écrivent les Indiens du Mexique, vaincus et exploités par le conquistador Cortés. Dans un premier temps, on vole et on fonce sur place les trésors des Aztèques, des Indiens du Mexique, du Pérou et du Guatemala. Puis, on organise le travail forcé des Indiens dans les mines d'or et d'argent, notamment à Potosi (actuelle Bolivie), découverte vers 1550. C'est la ruée vers l'argent, un métal dont l'Europe a un besoin pressant pour développer ses échanges marchands. Cent quatre-vingt-cinq mille kilos d'or et seize millions de kilos d'argent seront transférés d'Amérique latine à Séville, entre 1503 et 1660, selon les sources officielles. Le double, selon d'autres.

Mais l'Espagne n'est pas seule à bénéficier de cette manne. Endettée, la Couronne cède 95% des cargaisons aux banquiers hollandais, flamands, génois, français, anglais et allemands. La *Conquista* n'est pas espagnole, elle est européenne.

«La gueule de l'enfer»

Mais à quel prix tout cela ! Les mines d'argent sont exploitées à l'aide de mercure, et les effets sont épouvantables : *«Le poison pénètre dans la moëlle épinière, affaiblissant tous les membres et provoquant un tremblement chronique, ce qui fait mourir les ouvriers dans un délai de quatre ans, en général»,* rapporte le gouverneur Juan de Solorzano.

En trois siècles, Potosi brise huit millions de vies humaines. Les Indiens sont arrachés de force aux

communautés agricoles et acheminés, avec femmes et enfants, vers la colline infernale. Sept sur dix n'en reviendront pas. Le dominicain Domingo de Santo dénonce Potosi comme une *«guéule de l'enfer»* avalant les Indiens, que les exploitants traitent *«comme des animaux sans maîtres»*.

Pour les rendre dépendants, les stratégies se perfectionneront sans cesse. En 1786, le vice-roi du Mexique expliquera pourquoi il veut absolument imposer aux Apaches une boisson alcoolique, que ceux-ci n'ont pas envie d'absorber. *«Il faut créer un nouveau besoin qui les contraigne étroitement à reconnaître leur dépendance obligée à notre égard.»*

Le génocide des Indiens fait la fortune de l'Europe

Il n'est pas exagéré de parler de génocide. Pour les seules îles des Antilles, l'évêque Bartolomé de Las Casas estime qu'entre 1495 et 1503, plus de trois millions d'hommes ont disparu. *«Qui parmi les générations futures croira cela ? Moi-même, qui l'ai vu de mes yeux et n'en ignore rien, je peux difficilement croire qu'une telle chose ait été possible.»*

Avant l'apparition des colonisateurs, il y avait entre 70 et 80 millions d'Indiens. Un siècle plus tard, il en reste moins de dix millions. Le reste ? Massacrés dans la guerre, envoyés comme esclaves en Castille ou exploités dans les mines jusqu'à ce que mort s'ensuive, crimes auxquels s'ajoutent les ravages provoqués par les maladies infectieuses importées.

Et c'est grâce à ce pillage que l'Europe est devenue très riche : *«Les métaux arrachés aux nouveaux territoires coloniaux stimulèrent le développement économique européen et même, peut-on dire, le rendirent possible»,* écrit Eduardo Galeano dans son célèbre *Les veines d'argent de l'Amérique latine*.

L'afflux des métaux précieux d'Amérique a-t-il réellement joué un rôle si important ? Oui, explique l'économiste Michel Beaud : *«Le commerce a progressé en Europe. Avec le travail forcé en Amérique latine (notamment pour la production de sucre) et la baisse des salaires réels liés à l'inflation européenne, un surplus supplémentaire a été dégagé, avec le début des «enclaves» en Angleterre (N.B. : grandes propriétés agricoles, très concentrées, qui ruinent une grande masse de paysans) une main d'œuvre est libérée : vagabonds, mendicants pourchassés et corvéables comme à merci. Les bourgeois marchands et banquiers se renforcent. Après Venise et Florence, Anvers, Londres, Lyon et Paris se développent, dépassant cinquante mille, voire cent mille habitants.»*

Traite négrière : le triangle du crime

Mais, une fois les Indiens exterminés, par qui les remplacer ? Le problème se pose surtout lorsque les Portugais développent au Brésil une véritable agro-industrie de la canne à sucre. Elle exige de gros investissements, mais aussi une main d'œuvre très importante et une discipline du travail très stricte. Seul l'esclavage peut fournir cela à cette époque. Bien vite, Anglais, Français et Hollandais vont également y recourir pour développer leurs exploitations aux Antilles.

C'est grâce à l'esclavage que l'économie coloniale va disposer de la plus grande concentration de force de travail que l'humanité ait jamais connue. Et réaliser des bénéfices sans précédent. En fait, la traite des esclaves va s'organiser sous la forme du «commerce triangulaire» : 1. Europe > Afrique. 2. Afrique > Amérique. 3. Amérique > Europe.

Phase 1. Le navire négrier apporte des marchandises européennes - quincaillerie, textiles, bibelots, alcool - destinés aux couches africaines privilégiées des États côtiers, lesquelles servent d'intermédiaires pour la chasse aux esclaves.

Phase 2. Le même navire repart bourré d'esclaves à destination de l'Amérique.

Phase 3. Le même navire échange ses esclaves contre des denrées coloniales (sucre, tabac, café) à destination de l'Europe.

«Un esclave tient moins de place qu'un mort dans un cercueil »

«Bourré d'esclaves» n'est pas une image, l'expression est à prendre au sens littéral : *«Des navires de 90 tonnes transportaient 390 esclaves. Pour franchir l'Atlantique, chaque esclave disposait d'un espace d'1,60 m sur 40 centimètres. Empilés comme des 'rangées de livres sur des étagères', enchaînés deux par deux, jambe droite de l'un à la jambe gauche de l'autre, main droite de l'un à la main gauche de l'autre, ils tenaient chacun moins de place qu'un mort dans un cercueil. Lorsqu'il n'y avait pas assez de Noirs, on complétait avec du bétail.»*

Comme si c'était du bétail, le corps de l'esclave reçoit la marque de son propriétaire. Les conditions du voyage sont à ce point horribles que beaucoup de Noirs se suicident en refusant de manger. Mais les négriers ne voient pas ici un problème moral, tout juste économique. L'être humain étant devenu ici une simple marchandise, la seule question qui se pose est celle de maintenir au minimum le coût de son entretien. Et s'il faut le remplacer, c'est facile, il n'y a qu'à puiser dans les réserves...

Ce commerce triplement profitable va connaître une expansion énorme et devenir pour longtemps la forme dominante des relations économiques entre Afrique et Europe. Faisant la fortune de celle-ci et la misère de celle-là.

« Derrière chaque grande fortune, se cache un crime »

Voilà ce qu'écrivait le grand romancier français Honoré de Balzac, auteur d'une description magistrale les mœurs de la bourgeoisie française au début du 19^{ème} siècle. Cette citation, je ne crains pas de la répéter souvent, tellement elle éclaire l'Histoire...

Comment Liverpool est-elle devenue la deuxième ville d'Angleterre ? D'où lui est venue sa prospérité ? De la traite des esclaves africains. Un écrivain de l'époque effectue un calcul révélateur : 303 753 esclaves, transportés par 878 bateaux de Liverpool, entre 1783 et 1793, ont rapporté à cette ville plus de 15 millions de livres sterling. Soit une somme colossale pour l'époque. Il conclut que le profit annuel moyen est supérieur à 30%. Ce que confirme un « négrier » de cette ville dans le journal qu'il a tenu durant son séjour en Afrique : **« Dans aucun pays, je n'ai trouvé d'endroits où je puisse accroître ma fortune aussi rapidement. »**

Ces fortunes accumulées à Liverpool vont stimuler puissamment sa voisine Manchester dont la production industrielle sera déversée sur les côtes africaines par les navires négriers. Car, dès le début, les colonies ont été obligées d'acheter les produits de la 'mère - patrie'.

Dans son fameux *Capitalism and Slavery*, Eric Williams établit un relevé précis des énormes profits que l'Angleterre a retirés de la traite. Il décrit l'irrésistible ascension de plusieurs personnalités et sociétés célèbres. Ainsi, David et Alexander Barclay fonderont la célèbre Barclay's Bank, qui est aujourd'hui encore une des plus puissantes banques mondiales. Lloyds, une petite maison de café londonienne, deviendra la plus importante société d'assurances du monde après avoir trempé dans le même trafic immonde. Mentionnons aussi James Watt, l'inventeur de la machine à vapeur, qui fut décisive dans le développement du capitalisme industriel. Lui aussi a été financé par les esclavagistes.

Liverpool, Nantes, New York : des fortunes tachées de sang

L'autre grand pays négrier de l'époque, c'est la France. La traite des esclaves fait surgir de très grosses fortunes dans les villes - ports : Bordeaux, Rouen et surtout Nantes dont la population double au 18^{ème} siècle.

Et les Etats-Unis ? Leur prospérité a démarré par l'expropriation massive et le génocide des Indiens (on offrait des primes par Indien tué). Ils vont ensuite continuer d'illustrer à merveille l'adage de Balzac : jusqu'en 1862, New York sera le principal port du monde pour cet infâme commerce des esclaves.

Certes, c'est dans le Sud que sont installées les plantations de coton basées sur l'esclavagisme. Mais ce sont les Etats du Nord qui en recueillent le plus de bénéfices industriels en travaillant le coton brut. Il est vrai que ces Etats du Nord finiront par s'opposer à l'esclavagisme. Par philanthropie ? Non, seulement lorsque ce système sera devenu économiquement dépassé. Comme les esclaves pratiquaient la résistance passive et le sabotage, on ne pouvait leur confier que des outils rudimentaires. Lorsque le capitalisme industriel se développera, il aura besoin de techniques de production plus perfectionnées, de mains-d'œuvre plus qualifiées, il lui faudra donc des prolétaires 'libres'.

Ainsi, pendant trois siècles, l'Afrique et sa main d'œuvre esclavagiste ont apporté une contribution décisive à la croissance des secteurs vitaux du capitalisme européen : commerce, navigation, assurances, fabrication de machines, technologie, agriculture... Le travail forcé des esclaves noirs et des Indiens d'Amérique du Sud, ainsi que le vol des matières premières à grande échelle, c'est bien cela qui a permis de dégager une masse énorme de plus-value et de superprofits. C'est bien cela l'origine de la fortune des négociants, des fabricants, des transporteurs et des banquiers des grandes puissances économiques comme l'Angleterre, les Etats-Unis et la France. Comme vont le confirmer les intéressés...

« Sans les esclaves, nous serions perdus ! »

« Si vous deviez chaque année, perdre plus de 200 millions de livres que vous recevez actuellement de vos colonies ; si vous n'aviez pas le monopole du commerce avec vos colonies pour alimenter vos usines, entretenir votre flotte, faire marcher votre agriculture, payer vos importations, satisfaire vos besoins de luxe, rétablir l'équilibre de votre commerce avec l'Europe et l'Asie, alors je le dis tout net, le royaume serait immédiatement perdu. »

Qui parle ainsi ? Un banquier ou un marchand dans le secret de son cabinet privé ? Pas du tout. C'est un évêque, Maury, et c'est à toute l'Assemblée nationale française qu'il adresse publiquement son **« Plaidoyer contre l'abolition de la traite des esclaves et la libération des colonies »**. Nous sommes en 1791, et l'Assemblée nationale, mais oui, c'est bien l'Assemblée révolutionnaire française, celle qui consacre la victoire de la bourgeoisie capitaliste sur la noblesse féodale. Son drapeau, c'est la fin des privilèges et la démocratie : **« Liberté, Egalité, Fraternité »**.

Mais ce drapeau ne vaut absolument pas pour les colonies. Le nouveau régime entend absolument conserver de l'ancien cette source de profits gigantesques. Certes, la Convention abolira formellement l'esclavage en 1794, mais elle se gardera bien d'appliquer cette décision. Et Napoléon rétablira bien vite la légalité de l'esclavage. Il brisera impitoyablement la révolte des esclaves qui avaient fondé une République libre d'Haïti et emprisonnera le chef des milices d'esclaves, Toussaint Louverture, jusqu'à la fin de ses jours, dans une geôle humide et glaciale de Haute-Savoie. La démocratie à ses limites.

Le général Lector, beau-frère de Napoléon, lui écrivait de l'île : **« Voilà mon opinion sur ce pays : il**

faut supprimer tous les nègres des montagnes, hommes et femmes, et ne garder que les enfants de moins de deux ans, exterminer la moitié des Noirs des plaines, et ne laisser dans la colonie aucun maître portant des galons. » Incroyable : pour obtenir son indépendance, Haïti devra même se saigner pour 'indemniser' la France ! Galeano conclut : « Le pays naquit en ruine et ne se releva pas : aujourd'hui, c'est le plus pauvre de l'Amérique latine. »

L'Afrique, sœur de l'Amérique Latine

Il ne serait pas juste de décrire les souffrances de l'Amérique Latine sans mentionner celles de l'Afrique. Les sorts des deux continents furent liés dans cette histoire sanglante. Au fond, ce sont deux sœurs, et aujourd'hui encore, leurs destinées semblent liées à la recherche d'une stratégie commune pour se libérer.

Mais voyons d'abord les conséquences de ce passé. Si le kidnapping et le commerce des esclaves ont été une prodigieuse aubaine pour le démarrage des pays capitalistes européens, pour l'Afrique, par contre, ce fut un désastre irréparable qui bloqua son développement. Les effets s'en font toujours sentir.

D'abord, par le nombre des victimes. Difficile à estimer, bien sûr, les données exactes ayant souvent été camouflées. Diverses études estiment le nombre d'Africains débarqués en Amérique à dix millions. Auxquels il faut ajouter les décès en cours de route : 15 à 20%. Mais surtout les tués et blessés au moment de la capture (souvent par la guerre) et de l'embarquement. En outre, comme on enlève surtout de jeunes hommes et femmes robustes entre 15 et 35 ans, l'économie de régions entières se retrouve décapitée, énormément de ressources sont perdues, et les survivants sont également en danger. Bref, il convient de multiplier plusieurs fois le chiffre de dix millions d'Africains débarqués en Amérique. Cinquante millions de victimes en tout ?

En tout cas, bien que l'Afrique ait manqué de recensements, les démographes s'accordent à estimer que sa population a stagné entre 1650 et 1900. Alors que celle de l'Asie triplait et que celle de l'Europe quadruplait. Terrible handicap car la croissance démographique a joué un rôle de premier plan dans le développement de l'Europe en fournissant la main d'œuvre et des marchés stimulants.

Et l'Europe sous - développa l'Afrique

Mais le pillage esclavagiste va aussi bouleverser en profondeur les structures mêmes des sociétés africaines. On peut parler d'une catastrophe absolue.

D'abord, les trafiquants d'esclaves européens imposent la violence et l'insécurité en faisant du kidnapping l'activité économique numéro un. Ensuite, ils enlèvent la main d'œuvre nécessaire à l'agriculture. Ainsi, le Dahomey (futur Bénin), jusque là réputé pour ses exportations alimentaires, va souffrir de famines. De même, la production textile africaine, en plein essor depuis trois siècles, sera supplantée par les produits européens, qui souvent copient les modèles africains.

Forcés de se concentrer sur la capture des esclaves et celle des éléphants (pour l'ivoire), de nombreux Africains sont ainsi déçourés de s'intéresser aux progrès technologiques qui auraient pu stimuler un décollage économique. De toute façon, chaque fois que des chefs d'Etat africains de l'époque (Agaja Trudo au Dahomey, Mohamed Ali en Egypte, l'empereur Lebna Dengel en Ethiopie) demanderont aux Européens de leur fournir de nouvelles technologies, ils essuieront un refus. Il faut maintenir la domination.

Enfin, en prenant de force le contrôle des échanges commerciaux, les pays colonisateurs brisent les échanges traditionnels intra - africains qui se développaient. Les conséquences seront extrêmement néfastes comme l'explique l'essayiste britannique Walter Rodney, dans son livre au titre éloquent *Et l'Europe sous - développa l'Afrique* :

«En Afrique, il y eut perturbation et désintégration au niveau local. En même temps, chaque économie locale cessa d'être exclusivement, ou même principalement, dirigée vers la satisfaction des besoins de ses habitants. (...) Or, on ne ignore actuellement que l'une des principales raisons pour lesquelles une véritable industrialisation est difficile à atteindre en Afrique aujourd'hui est la petitesse du marché ouvert aux produits manufacturés dans n'importe quel pays africain pris séparément, et le manque d'intégration des marchés à travers de vastes zones. Certains liens inter - territoriaux établis sur le continent furent brisés, après le 15^{ème} siècle, à cause du commerce européen.»

Qui doit rembourser qui ?

Pourtant, certains aujourd'hui, comme le président français Sarkozy, nient la responsabilité de l'Europe pour les torts qu'elle a causés. Un de leurs arguments : l'esclavagisme fut également pratiqué par certains marchands arabes, voire par certaines tribus africaines.

C'est exact, et il ne s'agit pas de idéaliser naïvement tous les régimes antérieurs. Mais l'esclavagisme européen était fondamentalement différent de ces esclavagismes, disons : artisanaux. Pratiquée à une échelle 'industrielle', la traite esclavagiste européenne eut des effets infiniment plus graves, détruisant les structures mêmes des sociétés africaines.

Au moment où de tels négationnistes s'obstinent malhonnêtement à défendre les 'aspects positifs' du colonialisme, il serait important de diffuser dans les écoles et les médias ce qu'il en fut réellement. L'ampleur des crimes et des dégâts. Les faits, les chiffres, les récits de l'horreur. Il est plus facile de dénoncer les génocides

des autres que les siens, n'est-ce pas ?

Tout ceci a un enjeu très concret. Aujourd'hui que le tiers monde se débat dans le piège d'une Dette sans fin, il est temps de le dire clairement : ce n'est pas le Sud qui a une dette, c'est le Nord ! Comment va-t-il la rembourser ?

Concluons ce chapitre. Que nous enseigne cette histoire soigneusement censurée ? Que la pauvreté et le sous-développement ne sont pas tombés du ciel. Il n'y a pas un monde développé et un monde sous-développé. Non, il y a un monde qui s'est développé en pillant et en sous - développant l'autre.

Ce que nous allons mesurer en analysant le fonctionnement de « l'aspirateur des richesses »...

Chapitre 5. L'aspirateur des richesses

Or, argent, pierres précieuses, cuivre, bauxite, étain, zinc... L'Amérique latine est extrêmement riche en minerais jouant un rôle essentiel dans le commerce mondial. Ses productions agricoles aussi sont très importantes : canne à sucre, café, bananes, coton... Qui va, pendant cinq siècles, contrôler toutes ces richesses ?

En fait, elles vont être littéralement 'aspirées' par les puissances colonisatrices. Entre 1520 et 1650, comme en d'autres pays, la population du Venezuela résiste farouchement à l'invasion espagnole. Mais ensuite, la domination coloniale s'impose pendant plusieurs siècles. Et le pillage.

Nous allons voir par quels mécanismes concrets cette richesse a été 'aspirée', quelle évolution s'est produite dans les méthodes d'exploitation, quel impact tout ceci a eu sur le développement du capitalisme au Nord et sur les économies du Sud... Car les conséquences s'en font sentir encore aujourd'hui.

L'Amérique Latine a joué un rôle énorme pour l'Europe

Le colonialisme s'est-il réellement enrichi le Nord ? Oui, répond l'économiste Michel Beaud : *« L'Amérique Latine dominée joue un rôle décisif dans l'accumulation des richesses par la bourgeoisie d'Europe occidentale. En effet, le travail forcé des esclaves noirs et des populations d'Amérique du Sud permet de dégager une énorme masse de plus-values ; celle-ci est appropriée sous forme monétaire par des négociants et des fabricants, des banquiers et des financiers d'Angleterre, principalement, mais aussi d'Europe et des colonies d'Amérique du Nord ; soit directement, soit indirectement par la vente de produits manufacturés (tissus, armes...) ou du service de transport. »*

Un rôle décisif ? Oui, on le voit avec l'exemple de l'Angleterre : entre 1700 et 1790, son industrie nationale croît de 40%. Mais son commerce avec l'étranger de 380%. Les compagnies commerciales affichent alors des taux de profit de 100%, et parfois même 200%.

S'appuyant sur les travaux de Fernand Braudel, le célèbre historien du capitalisme, les anthropologues vénézuéliens Sanoja et Vargas montrent où partent les bénéfices : *« Le développement mercantile de l'économie*

commerciale débouche sur la création d'enclaves de monoproduction dominées par le système des plantations. Ce système permet de concentrer une accumulation de technologies et de capitaux pour produire des biens de consommation : café, cacao, mélasse, tabac... Dont la distribution se négocie finalement dans les bourses d'Amsterdam, Londres, Paris et quelques autres. »

L'économie coloniale a bien joué un rôle central pour la structuration et le développement du capitalisme, estiment Sanoja et Vargas : *« Au départ, la colonisation a permis d'assurer le processus d'accumulation des richesses nécessaires pour que le capitalisme se mette en place. Ensuite, les processus de colonisation sont restés structurellement liés au système capitaliste, car ils étaient nécessaires à sa consolidation. »*

Qu'est-ce qui a fait la différence entre les Etats-Unis et le Venezuela ?

Pour vérifier l'impact du colonialisme, comparons un instant l'évolution du Venezuela avec celle d'une autre colonie mais qui parviendra, elle, à se libérer de la mère - patrie : les Etats-Unis. Comparaison instructive puisque les deux régions sont colonisées et démantent à peu près au même moment. Comment expliquer que, cinq cents ans plus tard, l'une se retrouve dans le rôle de maître du monde et l'autre est toujours pauvre ?

La différence tient dans les rapports de production, c'est-à-dire la nature des relations économiques et sociales qui y ont été importées. Au départ, les deux régions se trouvent dans une situation assez semblable (en fait, l'Amérique latine était même plus développée). Mais une première différence provient des formes prises par la colonisation.

A partir de 1620-1640, l'Angleterre exporte dans les futurs Etats-Unis des communautés entières de personnes déjà formées dans une certaine discipline de la production capitaliste, la plus avancée de l'époque. Leur savoir-faire technique et leur forte organisation sociopolitique vont permettre de transformer l'agriculture, l'élevage, l'industrie, et bientôt aussi le commerce, en secteurs très avancés et très florissants.

Par contre, indiquent Sanoja et Vargas, *« les conquistadors et colonisateurs espagnols qui débarquèrent au Venezuela au seizième siècle étaient surtout des hommes célibataires, généralement illettrés, d'origine paysanne, qui n'étaient pas très intéressés par les formes naissantes du capitalisme commercial et industriel nées en Hollande, Angleterre, France et Allemagne. »*

Une deuxième différence va s'avérer encore plus importante. D'un côté, l'Angleterre est à cette époque la plus grande puissance économique du monde, capable d'absorber une grande partie des marchandises produites en Amérique du Nord. Par contre, l'Espagne est bien plus faible, et même déjà en déclin. Ses forces productives sont assez arriérées : seulement de grandes propriétés agricoles et guère d'industrie capable d'exploiter les énormes ressources du Nouveau Monde. De plus, elle est extrêmement endettée.

Ces deux facteurs expliquent pourquoi c'est aux Etats-Unis que les colons vont parvenir à développer une économie moderne. Si le Sud reste agricole et esclavagiste, le Nord-Est, par contre, voit se former aussi une bourgeoisie marchande et manufacturière, une petite bourgeoisie urbaine et des couches de travailleurs dans les ports et les villes.

Ainsi, la colonie va constituer des fortunes locales importantes. Et les intérêts de ses classes dominantes finiront par entrer en contradiction avec ceux de la mère - patrie. La Guerre d'indépendance (1775 - 1783) permettra aux colons de prendre en main leur développement économique.

Le colonialisme entrave le développement

Par contre, au Venezuela, comme en Amérique latine en général, ne se développeront que de grandes propriétés minières ou agricoles au mode de production peu avancé. Se limitant à exporter les matières premières que peuvent absorber l'industrie européenne et les consommateurs européens. D'autant que la Couronne espagnole s'est attribué le monopole du commerce extérieur, interdisant carrément à ses colonies latino-américaines de commercer entre elles. Tout doit partir vers l'Espagne !

Et comme ces activités rapportent des gains immédiats élevés aux maîtres des plantations et des mines, ceux-ci n'ont pas besoin de développer une production industrielle. Quant aux commerçants, ils sont moins liés au Nouveau Monde qu'aux marchés étrangers. C'est là qu'ils vendent les métaux et les denrées alimentaires, c'est là qu'ils achètent des articles manufacturés. Il n'y aura donc pas de division plus poussée du travail, et pas de création d'un puissant marché intérieur ni au Venezuela, ni en général en Amérique Latine.

Or, si l'on veut gagner un maximum en exportant, il faut ou bien que le travail soit gratuit (grâce à l'esclavage) ou bien qu'il soit le moins payé possible (avec une sorte de servage où le paysan est attaché à son maître). Dans les deux cas, il ne reste aux travailleurs rien à dépenser sur place. Propriétaires terriens et commerçants accaparent toute richesse.

Mais ce système empêche de développer une économie locale forte. Le drame des colonies, c'est bien cette division internationale du travail qui leur impose de servir d'autres pays. C'est l'étranger qui décide ce qui sera produit, à quel prix et pour qui. Voilà pourquoi Etats-Unis et Amérique latine vont occuper dans l'économie mondiale des places tout à fait opposées : celle du maître et celle de l'esclave.

Les Etats-Unis brisent le rêve de Bolivar

L'économie vénézuélienne développe l'élevage au 18^{ème} siècle, mais va rester bloquée dans cette situation de

dépendance. Et l'inégalité des richesses ne fait que se renforcer. A cette époque, 70 % de la population est très pauvre, qu'il s'agisse des indigènes, des métis ou, forcément, des esclaves. Une toute petite couche de grands propriétaires des terres, vivant à Caracas, comporte à peine trois mille personnes, soit 1% de la population. Mais cette oligarchie concentre déjà entre ses mains la moitié des richesses que produit alors le Venezuela.

Entre temps, la mère-patrie n'a cessé de s'affaiblir. En 1807, les Etats espagnol et portugais, fortement endettés, dont les économies déclinent, sont plongés dans une grave crise par l'expansion napoléonienne. Ils ne parviennent plus à contrôler leurs colonies d'Amérique Latine.

Émerge alors un nationalisme des colons qui voient dans la mère-patrie un obstacle à leur développement. Ils n'acceptent plus le monopole du commerce qu'elle s'est réservé. Et les tensions augmentent lorsque se soulèvent les esclaves et les indigènes, qui constituent 85% de la population. Les classes dominantes locales vont utiliser ces soulèvements pour s'émanciper de l'Espagne et du Portugal.

En 1810, Caracas et Buenos Aires se rebellent contre les autorités espagnoles. D'autres pays suivent. Au Venezuela, la lutte est menée par Francisco Miranda et Simon Bolivar. Ce dernier réunit un Congrès à Angostura, l'indépendance du Venezuela est proclamée en 1821 et la victoire militaire de Bolivar à Carabobo consacre cette libération. Vers 1824, l'Espagne a perdu toutes ses colonies d'Amérique sauf Cuba et Porto-Rico.

Attaché à la protection des nations indigènes, partisan de l'abolition de l'esclavage, Bolivar convoque un congrès à Panama en 1826 pour essayer d'unir les pays des Andes : Colombie, Venezuela, Equateur, Bolivie, Pérou. Il rêve de fonder la République des Etats-Unis du Sud. Mais ceux du Nord sabotent ses efforts. Ils préfèrent une Amérique Latine faible et divisée, car ils cherchent à prendre la place laissée vacante par l'Espagne. Cette situation inspire à Bolivar un jugement prophétique : *« Les Etats-Unis d'Amérique du Nord semblent destinés par la Providence à accablent de misère l'Amérique au nom de la liberté »*.

Et la région se trouve balkanisée. Les quatre anciennes vice-royautés espagnoles d'Amérique Latine sont à présent fragmentées en dix-huit pays. Théoriquement souverains, mais contrôlés en fait par les grandes puissances et manipulés au gré de leurs intérêts. De nombreux conflits territoriaux entraînent des guerres locales, car une pseudo-décolonisation a mis en place des pouvoirs politiques très faibles.

Bolivar meurt en 1830. *« J'ai labouré la mer »* aurait-il dit, épuisé, à la fin de sa vie. Certes, il n'a pas réalisé son rêve d'unir l'Amérique latine, mais il en a semé les germes. Des générations de combattants latino-américains reprendront son flambeau. Hugo Chavez n'est au fond qu'un maillon dans cette longue chaîne. Le Bolivar d'aujourd'hui.

Les riches obtiennent leur indépendance, mais pas les pauvres

Quand le Venezuela obtient son indépendance, les riches propriétaires terriens - des aristocrates de race blanche descendant des conquistadors - et la nouvelle bourgeoisie exportatrice créent leur République. Et ils confisquent les droits civils de la majorité pauvre. Certes, l'esclavage est officiellement aboli en 1854. Mais en fait les esclaves demeurent comme main-d'œuvre subalterne et misérable dans les plantations, les élevages et les villes.

D'ailleurs, en 1856, le « décret sur les domestiques, colons et journaliers » interdit la libre circulation des paysans. But : les forcer à demeurer sur les terres et sous le contrôle des propriétaires. Les trois-quarts de la population se retrouvent ainsi enfermés dans de véritables ghettos.

La grande propriété agricole se concentre de plus en plus entre les mains de cette petite classe d'aristocrates qui se militarise et contrôle de grandes masses paysannes inféodées servant soit à la terre, soit à la guerre comme soldats. Ainsi, les riches ont obtenu leur indépendance, mais les pauvres restent des serfs. Et cette classe dominante ne fait guère progresser la société vénézuélienne. A quoi bon fournir un système d'éducation aux travailleurs ? Ça ne servirait pas ses intérêts. Et la démocratie non plus.

Après la mort de Bolivar, survient une période de guerres civiles. Ensuite, des dictatures militaires stabilisent l'ordre dominant. Celle du général Blanco de 1870 à 1887. Celle du général Gomez de 1908 à 1935. Le reste de l'Amérique Latine suit la même évolution, ou plutôt la même stagnation. Seule l'Argentine réussira, vers 1870, à développer une économie diversifiée et plus moderne avec un réseau de chemin de fer. Ici, les revenus des exportations atteignent davantage la population.

Les Etats-Unis inventent le néocolonialisme

Mais pourquoi cette stagnation de la société vénézuélienne, et de l'Amérique Latine en général ? Parce qu'elles n'ont échappé à une dépendance que pour tomber dans une autre. Les Etats-Unis ont pris la relève de l'Espagne. Mais, alors que des puissances comme la Grande-Bretagne et la France pratiquent encore le colonialisme classique, avec occupation directe, les Etats-Unis, eux, ont inventé une nouvelle méthode : le néocolonialisme. A partir de 1820, les pays latinos sont officiellement indépendants, mais en réalité dominés par les Etats-Unis.

En 1823, le président US James Monroe exprime de façon très hypocrite ce concept de chasse gardée : *« Les continents américains (...) ne doivent pas être considérés comme objets de colonisation future par quelque puissance européenne que ce soit (...) Nous considérons toute tentative de leur part d'étendre leur système à quelque portion que ce soit de cet hémisphère comme dangereuse pour notre paix et notre sécurité. »*

En réalité, quand Monroe dit : *« L'Amérique Latine ne peut être colonisée »*, il pense : *« sauf par nous »*. Et, de fait, en installant des régimes qu'ils contrôlent étroitement, les Etats-Unis réussissent à tenir les puissances européennes à l'écart de leur 'jardin privé' pendant un siècle et demi.

En apparence, le pouvoir est à Mexico, Caracas ou La Havane. En réalité, les grandes décisions sont prises à Washington et New York. Pour contrôler un pays et ses richesses, le néocolonialisme est une méthode plus efficace que l'occupation brutale et ouverte. Lénine a dressé le constat de « *la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants, créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire.* » Comment est-ce possible ? « *Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourvu-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de subordonner et subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique.* »

Ce système néocolonial imposé par les Etats-Unis va marquer pour longtemps l'économie du Venezuela et de l'Amérique Latine en général.

Tout pour l'exportation

Quelles entreprises sont créées en Amérique Latine ? Essentiellement des entreprises cultivant et exportant des produits agricoles. Les investissements de capitaux sont faibles. Pas question de construire une industrie locale. En fait, l'économie locale est considérée juste comme une annexe de celle des Etats-Unis. Ceci bloque un vrai développement.

Même au début du 20^{ème} siècle, les compagnies étrangères investissent à 85% dans les secteurs d'exportation, et le reste seulement dans le marché intérieur. En raison de la domination de ces compagnies les paysans se détournent de la culture des céréales au profit des cultures d'exportation : coton, sucre, caoutchouc. Ce qui aggrave les carences alimentaires des populations locales. Et augmente la dépendance du pays envers les importations. Ce développement obéit donc aux seuls intérêts des puissances coloniales.

Mais on pourrait se demander : est-il inévitable que le prix des fruits, des céréales, du textile exportés reste si bas ? Qu'est-ce qui empêche les colonies de tirer un meilleur prix de leurs matières premières ?

Les lois économiques. La Grande-Bretagne qui s'est industrialisée au 18^{ème} siècle, la Belgique, la France qui la suivent, avec quelles armes rivalisent-elles pour abaisser leurs coûts de production ? En abaissant la rémunération de la main d'œuvre. Et qu'est-ce qui influence le prix de cette main d'œuvre ? Le prix du pain, le prix du sucre, le prix des vêtements.

Il existe donc une raison structurelle à l'hyper-exploitation du tiers-monde : plus bas sera le prix des matières premières importées des colonies, plus bas sera le salaire des ouvriers, plus élevé sera le bénéfice. La Grande-Bretagne a ruiné ses paysans pour en faire des prolétaires. Ensuite, elle les a nourris et vêtus avec les produits importés très bon marché des colonies. Le Sud paie la compétitivité du Nord.

Malgré tout, les capitaux investis par les pays riches accélèrent quand même le développement d'un certain capitalisme dans les colonies. Même s'il s'agit d'un développement déformé et limité aux besoins en matières premières de ces pays riches, peu à peu, le Venezuela développe quand même un embryon de capitalisme. Et avec lui diverses classes entrent en lutte. Les paysans et les travailleurs cherchent à diminuer leur exploitation. Les nouveaux bourgeois s'efforcent de réduire le pouvoir absolu de la noblesse et de l'Eglise.

La dictature de Juan Vicente Gomez (1908 - 1935) mettra fin aux luttes armées des diverses fractions s'affrontant à la campagne et permettra aussi de créer les conditions pour développer une industrie pétrolière. Mais celle-ci sera d'emblée aux mains des compagnies anglaises, hollandaises et nord-américaines. Vers 1936, lorsque démarre cette industrie pétrolière, les paysans commencent à émigrer vers les villes. Mais beaucoup de jeunes n'y trouvent d'autre débouché que la délinquance.

Le modèle colonial et la 'double dépendance'

L'Amérique Latine est devenue le principal fournisseur mondial de minerais et de produits agricoles. Mais à qui profite cette croissance ? Aux grands propriétaires fonciers qui sous-paient leur main d'œuvre. Et plus encore aux compagnies étrangères. Par exemple, dans les pays producteurs de fruits tropicaux d'Amérique centrale, les sociétés US rapatrient leurs bénéfices. Et le pays stagne, car les régions non liées à ces exportations sont tout à fait délaissées.

En fait, ces pays latins sont toujours prisonniers du modèle colonial et de ce qu'on pourrait appeler la 'double dépendance'. De quoi s'agit-il ? Du fait que chaque pays d'Amérique Latine se trouve réduit au rôle de producteur d'une seule matière première pour un seul client. Ainsi, vers 1930, on constate que Panama tire 65% de ses ressources des exportations de la banane et que 94% de son commerce s'effectue avec les Etats-Unis. La Bolivie dépend à 72% du fer et à 80% de la Grande-Bretagne. Cuba à 72% de la canne à sucre et à 80% des Etats-Unis. Le Brésil à 62% du café et à 32% des Etats-Unis. Le Guatemala à 84% du café et à 53% de l'Allemagne.

A cause de la double dépendance, chacun de ces pays latins se retrouve pieds et poings liés aux exigences de son client majeur. Et terriblement exposé à la chute des cours. Certes, entre 1914 et 1929, ces cours restent stables grâce à la hausse de la demande. Mais la grande crise qui frappe les Etats-Unis en 1929 plongera l'Amérique latine dans une grave récession économique.

Général major Smedley Butler : « *Je rackettais pour le capitalisme* »

L'autre conséquence du modèle colonial, c'est l'absence de démocratie. Les compagnies qui pillent les richesses, ont-elles intérêt à ce que les victimes aient leur mot à dire ? Le continent se caractérise par un taux élevé de violations des droits de l'Homme, de coups d'Etat et d'interventions militaires US. Néocolonialisme ne signifie pas absence de violence.

L'intervention militaire directe est au contraire indispensable quand un pays 'désobéit'. De temps en temps, il faut faire un exemple. Les troupes US interviendront donc très souvent en Amérique Latine, comme le général major Smedley Butler en fait le bilan à la fin de sa carrière :

« J'ai passé trente-trois ans et quatre mois en service actif comme membre de la force militaire la plus performante de notre pays, le corps des Marines. Et, au cours de cette période, j'ai passé la majeure partie de mon temps à jouer au Monsieur Muscle de haut niveau pour le compte de la Grosse Galette, pour Wall Street, et pour les barons. En bref, je rackettais pour le capitalisme ... »

« Ainsi donc, en 1914, j'ai aidé à garantir les intérêts pétroliers américains au Mexique et, plus particulièrement, à Tampico. J'ai aidé à transformer Haïti et Cuba en des endroits décents afin que la National City Bank puisse y engranger des revenus (...) En 1909-1912, j'ai aidé à purifier le Nicaragua au profit de la société internationale de banque des frères Brown. En 1916, j'ai mis de l'ordre dans la République Dominicaine pour le compte des intérêts sucriers américains. En 1903, j'ai aidé à remettre le Honduras 'd'aplomb' au profit des compagnies fruitières américaines. »

De cette manière, les Etats-Unis conserveront la mainmise sur les richesses de l'Amérique Latine. En 1912, William Taft, alors président des Etats-Unis, déclare : *« Le jour n'est pas si éloigné où trois bananiers étoilés (des Etats-Unis) marqueront notre territoire en trois points équidistants : une au Pôle Nord, une au Canal de Panama, et la troisième au Pôle Sud. Tout l'hémisphère sera effectivement à nous, ce qu'il est déjà moralement en vertu de notre supériorité de race. »*

Ca fait penser à Hitler ? Oui, et Taft n'est pas un cas isolé. Par exemple, Washington a déployé toute une stratégie pour s'emparer complètement de Cuba, et la transformer en annexe sucrière. Avec des interventions militaires brutales en 1906, 1909 et 1912. Cette année-là, le sous-secrétaire US à la Guerre, J.C. Breckenridge, écrit dans un mémorandum : *« La population de Cuba est composée de Blancs, de Noirs, d'Asiatiques, et de méteils de ces races. Les habitants sont généralement indolents et apathiques. N'ayant qu'une vague notion de ce qui est bien et de ce qui est mal, ce peuple tend à chercher le plaisir non à travers le travail, mais à travers la violence. Il est évident qu'une annexion immédiate dans notre fédération de ces éléments perturbateurs serait pure folie car nous devons nettoyer ce pays. Nous devons tout détruire avec nos batteries de canons. Nous devons imposer un blocus sévère en sorte que la faim, et sa compagne habituelle, la maladie, saps la population pacifique et décime l'armée. »*

Un 'marché libre' qui ne l'est pas

Pour assurer la domination de la 'Grosse Galette', tous les moyens sont employés, effectivement. En 1943, le gouvernement vénézeulien d'Isaías Medina présente une loi progressiste sur le contrôle du pétrole. Puis, en 1945, il propose une réforme agraire pour sauver les petits paysans. Il sera immédiatement renversé. Les Etats-Unis n'admettent pas de telles réformes. Pour les mêmes raisons, un autre président, Gallegos, sera également renversé en 1948. Ainsi que le général Perez Jimenez en 1958, quand il montrera des velléités d'indépendance.

En fait, la bourgeoisie nationale vénézeulienne a tenté de mettre en place une politique moderne qui serve ses intérêts. Mais les Etats-Unis n'ont pas laissé faire et ils ont obligé cette bourgeoisie à rester dépendante, au services des grandes compagnies US. Nous reviendrons sur ce problème.

'Libre marché' ? 'Démocratie' ? Les Etats-Unis n'ont que ces mots à la bouche. Mais dès qu'un pays latino choisit des dirigeants un peu indépendants, et dès que ceux-ci s'efforcent de développer eux-mêmes leur marché, directement Washington intervient. Avec violence. Le marché n'est libre que si les Etats-Unis le dominent.

S'il avait vécu et servi plus longtemps, le général major Smedley Butler aurait été obligé de rajouter des pages et des pages à la liste de ce qu'il appelait 'racketing pour le capitalisme'... Tout au long du vingtième siècle, les Etats-Unis ont bafoué la démocratie de façon systématique. Ils ont signé des pactes militaires secrets, formé des alliances militaires régionales, fomenté des massacres et des guerres civiles en Colombie, au Salvador, au Honduras, au Pérou, au Brésil et de nombreux autres pays, installé de multiples bases militaires, enseigné à des générations d'officiers les plus effroyables techniques d'assassinat et de torture, mis en place des escadrons de la mort pour assassiner des dizaines de milliers de dirigeants ouvriers, étudiants ou paysans, de prêtres et d'intellectuels, de militants des droits de l'homme, ils ont interdit les organisations communistes et bien souvent ils ont carrément supprimé toutes les libertés démocratiques.

Dans chaque pays d'Amérique latine, les Etats-Unis ont installé des dictatures

Et quand tout cela ne suffisait pas, ils ont organisé des coups d'Etat. Vingt-cinq, par exemple, pour la seule période 1945 - 1975 ! Par exemple, pour maintenir les privilèges incroyables de la multinationale US United Fruit (aujourd'hui Chiquita).

Depuis des décennies, la plus grande compagnie bananière du monde avait carrément pris le contrôle de

plusieurs pays latino-américains. Au Costa Rica, elle contrôlait aussi les marchés municipaux, les tramways, l'électricité et l'eau. Au Honduras, ses gangsters avaient carrément installé au pouvoir le président Bonilla. Le président d'United Fruit, Sam Zemurray disait : « Au Honduras, il est meilleur marché d'acheter un député qu'une mule ». En Colombie, à la demande de la société bananière, l'armée tira sur des grévistes en 1928, faisant plus de mille victimes selon le consul des États-Unis.

Au Guatemala, le dictateur Manuel Estrada avait attribué à United Fruit l'exclusivité du transport du courrier vers les États-Unis, des chemins de fer et finalement de tous les moyens de transport et communication. Et la firme était exemptée d'impôts pendant 99 ans.

En 1952, Jacobo Arbenz, le nouveau président du Guatemala, présente un programme de réformes très modérées : légaliser les syndicats, distribuer des terres à cent mille paysans pauvres qui en avaient été privés et développer l'économie nationale dans un système de capitalisme mixte, avec quelques entreprises d'État.

Mais United Fruit refuse de renoncer à ses privilèges. Il se fait qu'un des actionnaires de la firme est John Foster Dulles, l'avocat de Prescott Bush (grand-père de George W. Bush). Le frère de John Foster, Allen Dulles, devient directeur de la CIA quelques mois plus tard. Sous prétexte de 'danger communiste' au Guatemala, les frères Dulles organisent un coup d'État. Le 27 juin 1954, une force militaire dirigée par le général Carlos Castillo Armas part des champs bananiers de l'entreprise au Honduras et envahit le pays. Des pilotes US bombardent la capitale. Le gouvernement Arbenz, élu démocratiquement et composé d'un grand nombre de partis, est renversé. Arbenz doit s'exiler au Mexique.

Castillo Armas devient président. Ainsi, United Fruit demeure propriétaire de champs en friche, du chemin de fer, du téléphone, du télégraphe, des ports, des bateaux et de beaucoup de militaires, politiciens et journalistes. Douze mille personnes sont arrêtées, plus de cinq cents syndicats sont dissous et deux mille dirigeants syndicaux quittent le pays. Les États-Unis vont plonger le Guatemala dans quarante années de dictature sanglante qui coûteront plus de cent mille vies.

Les États-Unis, qui n'ont que 'la démocratie' à la bouche, ont ensanglanté l'Amérique Latine par un nombre incroyable de dictatures qu'ils ont mises en place. Rien que pour les dernières décennies : Banzer en Bolivie (1971 - 1978), Pinochet au Chili (1973 - 1989), Videla en Argentine (1976 - 1983), Somoza au Nicaragua (1967 - 1979), Duvalier père et fils à Haïti (1957 - 1986), régime militaire au Brésil (1964 - 1985), au Salvador (1931 - 1992), au Honduras (1972 - 1982), en Uruguay (1973 - 1985), au Venezuela (1952 - 1958) ... Dans un petit pays comme le Paraguay (quatre millions d'habitants), qui a connu la dictature de 1949 à 1989, les « archives de la terreur », découvertes dans un commissariat, font état de quatre cent mille arrestations, cinquante assassinats, trente mille disparitions.

Et quand les résistances étaient trop fortes, les États-Unis ont envoyé directement leurs propres troupes « racketter pour leur capitalisme ». Combien de fois les États-Unis ont-ils agressé militairement un pays d'Amérique Latine durant les 19^{ème} et 20^{ème} siècles ? A... 87 reprises !

À côté du bâton, il y a aussi la carotte. Dans les années 60, pour contrer le prestige de la révolution cubaine, les États-Unis emploieront aussi la 'carotte'. Le président Kennedy lance son *Alliance pour le Progrès* : un programme de vingt milliards de dollars (pour comparer, le célèbre Plan Marshall, pour reconstruire l'Europe, ne pesait que 17 milliards).

Mais cette prétendue 'aide' poursuit le même objectif que les interventions violentes, comme l'indique le secrétaire d'État de Kennedy, Robert MacNamara : « Le programme d'aide alimentaire est la meilleure arme dont nous disposons pour garantir que nos propres hommes en uniforme ne soient pas obligés d'aller se battre. »

Le prix du gâteau

Pour perpétrer tant de crimes qui les ont fait détester partout, il fallait vraiment que les États-Unis tiennent très fort à ce gâteau de l'Amérique Latine. Est-il possible d'évaluer combien il leur a rapporté ?

Voici une comparaison qui donne une idée du taux de profit. Entre 1950 et 1965, les multinationales US ont investi massivement dans deux régions : l'Europe et l'Amérique latine. En Europe, elles ont investi 8,1 milliards de dollars qui leur ont rapporté 5,1 milliards de bénéfices. Pas mal.

Mais, en Amérique latine, elles ont investi 3,9 milliards de dollars qui leur ont rapporté... 11,3 milliards. Un investissement deux fois moindre leur a donc rapporté deux fois plus ! On comprend l'importance stratégique d'une Amérique Latine si juteuse !

Pour bien mesurer le rôle essentiel qu'elle a joué pour les États-Unis, il faut analyser l'ensemble des relations Nord-Sud dans leur évolution. En effet, on croit généralement que la mondialisation a commencé vers 1980 - 1990. Et si, en réalité, l'Amérique latine avait été intégrée à l'économie du Nord beaucoup plus tôt ? Et s'il fallait considérer l'économie mondiale comme un tout pour bien comprendre les écarts ?

Les quatre phases de la mondialisation

En réalité, l'invasion de l'Amérique, à partir de 1492, c'est déjà une certaine mondialisation. Certes, le capitalisme est encore embryonnaire, mais les économies riches du Nord intègrent de plus en plus dans leur fonctionnement l'importation des matières premières à bon marché.

Et vers 1860, Marx analyse déjà les conséquences d'un marché mondial globalisé sur l'exploitation du

travail, le développement du capitalisme, les guerres de pillage... En réalité, cette mondialisation, on pourrait aussi l'appeler 'division internationale du travail'. Une division imposée en quatre phases successives...

Phase 1 : 1860 - 1900. La mondialisation consiste à écouler vers les colonies des biens manufacturés que l'industrialisation du Nord permet de produire de plus en plus. Le Sud subit.

Phase 2 : 1900 - 1945. Après une forte croissance des banques et l'accumulation d'un énorme capital financier, la mondialisation consiste en une exportation massive de capitaux dans les colonies. Capitaux investis dans les mines, les plantations, ainsi que les moyens de transport et de financement pour ces exportations.

Ceci répand le système capitaliste dans le monde entier. Des régions entières d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine sont converties en réservoirs de matières premières bon marché pour les plus puissantes sociétés du monde. Mais c'est dans les pays riches qu'on fabrique les produits finis et qu'on encaisse les profits. Le Sud reste subordonné.

Phase 3 : 1945 - 1970. Dans le tiers-monde, théoriquement décolonisé, le Nord envoie non plus des produits manufacturés, mais les usines pour les produire. Deux avantages : 1. Profiter de la main d'oeuvre quasi gratuite. 2. Écouler les surplus de machines en excédent dans les pays riches.

Cette nouvelle division internationale du travail consiste à déplacer dans le tiers-monde (pour des raisons de coût) une partie de l'industrie produisant les biens de consommation qui seront vendus dans le Nord. De ce fait, certaines régions du Sud connaissent un début d'industrialisation. Mais les bénéfices de cette industrie légère ne sont pas réinvestis sur place, ils sont rapatriés dans le Nord. En outre, les machines exportées au Sud sont de qualité inférieure et les pays riches se réservent les technologies avancées. Une vraie concurrence est impossible. Le Sud reste subordonné.

Phase 4 : à partir de 1970. La crise économique généralisée plombe la croissance et les taux de profit industriels, exacerbant la concurrence entre multinationales. Ceci entraîne l'apparition d'une nouvelle division du travail : cette fois, c'est la production elle-même qui est globalisée. Toujours pour diminuer les coûts, le processus de production est réparti entre plusieurs pays. Mais la direction de cette production, le *management*, reste centralisé. L'usine est devenue mondiale, mais ce sont toujours les mêmes qui dirigent.

Sont maintenues dans le Nord les usines ultra-modernes, celles qui exigent des capitaux très élevés et une main d'oeuvre très qualifiée. Tout le reste (sidérurgie, chimie, construction mécanique, textile...) est ou sera délocalisé. Sauf si les coûts du transport annulent les économies ainsi faites. Mais alors c'est la main d'oeuvre qu'on s'efforcera d'importer à bas prix du tiers-monde.

Au moins le tiers-monde se développe-t-il quelque peu grâce à ces délocalisations ? Certaines régions, oui, mais il ne faut pas se leurrer : la plupart des zones dites franches, c'est-à-dire consacrées à l'exportation n'entraînent pas un véritable développement du reste du pays. Les États du tiers-monde, en position de faiblesse face aux chantages des multinationales, ne peuvent imposer des conditions à leur avantage.

Bref, le Sud reste toujours subordonné. Sa croissance - quand il y en a - reste atrophiée car elle est au service non du marché local, mais du Nord. Chaque fois que s'effondrent les prix des cultures destinées à la vente sur le marché mondial, cela entraîne une sévère crise agricole dans le Sud et un appauvrissement des paysans. Est-il possible de chiffrer les pertes subies par le Sud du fait de cette division du travail imposée ?

L'échange inégal entre Nord et Sud

Pour donner une indication, voici comment ont évolué les prix des principales matières premières exportées par l'Amérique latine entre 1960 et 1995 : Etain : moins 51%. Cuivre : moins 24%. Zinc : moins 27%. Coton : moins 43%. café : moins 41%. Cacao : moins 58%. Banane : moins 46%. Tabac : moins 73%. Thé : moins 80%.

Autrefois, au moins, les choses étaient claires : le Nord prenait purement et simplement les matières premières du Sud sans payer. Aujourd'hui, il semble que le Nord paie et que les choses aillent mieux. Mais paie-t-il vraiment ?

Non, répond l'économiste égyptien Samir Amin qui définit la relation Nord - Sud comme un 'échange inégal' : « L'échange de produits manufacturés, vendus très cher aux colonies par des monopoles commerciaux soutenus par l'État contre l'achat de produits ou de matières premières très bon marché, car fondés sur un travail quasiment gratuit fourni par les paysans et ouvriers situés à la périphérie (le Sud). A toutes les époques, le pillage des ressources des périphéries, l'oppression des peuples colonisés, leur exploitation directe ou indirecte par le capital, restent des traits communs du phénomène colonial. »

Un échange de plus en plus inégal, en effet. En douze années à peine, entre 1980 et 1992, la valeur des produits exportés du Sud vers le Nord a baissé de 100 à 48. En conséquence, un paysan du tiers-monde devait vendre deux fois et demie plus de riz pour acheter le même tracteur.

Les services statistiques des Nations-Unies ont calculé le coût de cette baisse pour quinze pays fortement endettés : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Equateur, Maroc, Mexique, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela et Yougoslavie. La perte totale s'élevait à 247 milliards de dollars en huit années seulement.

Même si certaines matières premières - pas toutes - ont parfois remonté ces dernières années, à cause de facteurs particuliers, cette hausse récente ne représente qu'une toute petite partie de ce qui avait été perdu auparavant par les pays exportateurs. Et globalement, les matières premières du Sud restent sous-payées.

Voilà la base du problème de l'Amérique Latine. Une division du travail imposée de l'extérieur

bloquant ces pays dans une position d'exportateurs de matières premières ou de produits simples. Le tout sous-payé. C'est bien le colonialisme et le néocolonialisme qui ont entravé le développement de l'Amérique Latine. Faute de conquérir son indépendance, elle n'a pu se développer comme l'ont fait les Etats-Unis, partis du même niveau.

Durant cinq siècles, les richesses se sont enfuies par les « *veines couvertes de l'Amérique Latine* », comme le disait si bien l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano. C'est grâce à ces « *aspirateurs des richesses* » que les pays capitalistes européens ont pu créer leur industrie et réussir leur décollage économique. Par contre, privée de ces richesses, l'Amérique latine n'a pu décoller, elle a été condamnée au sous-développement.

Mais par quels mécanismes cette division du travail s'impose-t-elle encore aujourd'hui alors que ces pays sont théoriquement indépendants ? C'est ce que nous verrons bientôt. Tout d'abord, posons une question impertinente : est-il possible au Nord de dévaliser un pays du Sud en un seul jour, ou plus exactement en une seule nuit ? La réponse est oui...

Les 7 péchés d'Hugo Chavez

Introduction

Premier péché : il leur apprend à lire

Chapitre 1. Ce merveilleux sourire sur la figure de Carmen...

Deuxième péché : chacun a droit à la santé

Chapitre 2. Avant Chavez, deux Vénézuéliens sur trois n'avaient jamais vu un médecin

Troisième péché : chacun peut manger à sa faim

Chapitre 3. La pauvreté n'est pas une fatalité

Comprendre l'Amérique latine

Chapitre 4. Comment sont-ils devenus si pauvres ?

Chapitre 5. L'aspirateur des richesses

Chapitre 6. Un pays dévalisé en une nuit, est-ce possible ?

Chapitre 7. Les 7 fléaux de l'Amérique Latine

La bataille pour l'or noir

Chapitre 8. L'Histoire sanglante du pétrole

Chapitre 9. La bataille du pétrole au Venezuela

Chapitre 10. Les multinationales pétrolières sont-elles compatibles avec l'avenir de l'humanité ?

Quatrième péché : il change les règles entre les riches et les pauvres

Chapitre 11. Le Venezuela pourra-t-il créer une nouvelle économie ?

Chapitre 12. La Solution Chavez fonctionne-t-elle ?

Chapitre 13. Chavez trop lent et trop conciliant ?

Cinquième péché : la démocratie, c'est plus qu'un bulletin de vote

Chapitre 14. Bureaucratie et corruption : la démocratie participative est-elle la solution ?

Chapitre 15. Chavez est-il un populiste ? Les faiblesses du chavisme.

Chapitre 16. Une armée qui fait la révolution ?

Sixième péché : il ne se soumet pas au pouvoir des médias

Chapitre 17. D'où provient et que vaut notre info sur Chavez ?

Chapitre 18. *Le Monde* est petit

Chapitre 19. Est-il possible de réaliser une révolution sociale sans et contre les médias ?

Septième péché : l'homme qui tient tête aux Etats-Unis

Chapitre 20. Unir l'Amérique Latine et toutes les résistances

Conclusion : le droit à l'alternative ?

[Procurez-vous le livre ici](#)

[Hugo Chavez - Les 7 péchés d'Hugo Chavez](#)

>> Retrouvez sur notre shop !



Bruxelles - Caracas

DVD 10€



Les 7 péchés d'Hugo Chavez



Bruselas - Caracas

DVD
castellano



Brussels-Caracas

DVD 10€

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tous droits réservés Qui sommes-nous ? | Agenda | Faire un don | Nous écrire | Organiser un débat | Participer | Liens |

Graphisme et Développement : Platanos studio